ARTS ET VIE
ÉLOGE DE LA SIESTE B 1



HOCKEY
MARIO LEMIEUX :
« C'EST FINI » S 9



LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

LE SOLEIL

www.cyberpresse.ca

QUÉBEC, LE MERCREDI 25 JANVIER 2006

Charest : les garderies, un test pour Harper

MYLÈNE MOISAN
MMoisan@lesoleil.com

■ Un premier front s'ouvre déjà entre Stephen Harper et Jean Charest. Les conservateurs ont promis de déchirer l'entente sur les services de garde dans un an, le premier ministre du Québec « s'attend » à ce que son nouveau vis-à-vis respecte l'engagement de Paul Martin, qui a signé pour cinq ans.

« M. Harper s'est engagé à pratiquer un fédéralisme d'ouverture »

Selon les termes de l'entente, le Québec doit recevoir en 2006-2007 152,8 millions $ qu'il peut investir à sa guise, tant que les familles en profitent. C'est tout ce que la province recevra, a prévenu Stephen Harper, qui n'a pas l'intention de développer un réseau national de services de garde, auquel il préfère une allocation imposable de 1200 $ par an pour chaque enfant.

En annulant l'entente après une seule année, le fédéral prive Québec de 972 millions $ dont il a bien besoin. En conférence de presse hier, le premier ministre Charest a fait savoir à M. Harper qu'il avait là une belle occasion de prouver qu'il tiendra ses promesses. « M. Harper s'est engagé à pratiquer un fédéralisme d'ouverture basé sur le respect des compétences. Si c'est le cas, nous nous attendons à ce que le gouvernement Harper respecte ça. L'occasion est là pour M. Harper de passer aux actes », a rétorqué M. Charest.

Pour le reste, le gouvernement du Québec donne un peu de temps à l'équipe de M. Harper pour réaliser ses engagements. Il n'a pas voulu dire hier s'il songeait à augmenter la taxe de vente du Québec pour compenser une baisse de la TPS fédérale. M. Harper a promis de s'attaquer au déséquilibre fiscal, « il faut apprécier l'ensemble des gestes, l'effet net sur les transferts. M. Harper a dit qu'il allait régler le problème, ça tombe sous le sens que ça ne se traduira pas par une diminution des transferts ».

Cela dit, M. Charest est conscient que le nouveau premier ministre du Canada est à la tête du huitième gouvernement minoritaire de l'histoire, et qu'« il devra composer avec un Parlement fragmenté. Ça aura un impact sur sa capacité à faire avancer certains dossiers. La vie d'un gouvernement minoritaire, ça se règle 24 heures à la fois, ce qui veut dire qu'il faudra travailler avec les autres partis », reconnaît M. Charest.

Chef conservateur de 1993 à 1998, M. Charest s'est gardé de se réjouir des succès de son ancienne famille politique au Québec. Il a d'ailleurs tenu à remercier Paul Martin, qui « peut être fier du travail qu'il a fait pour le Québec. (...)

Voir **TEST** en A 6 ➤

AUTRES TEXTES PAGES A2, A3, A4, A5,A 6, A7,A14 et A15

LA QUESTION DU JOUR

@ QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Comment expliquez-vous la percée conservatrice dans la région de Québec ?

ÉCRIVEZ-NOUS À **opinion@lesoleil.com**
Pour que votre commentaire soit publié, vous devez fournir votre nom, votre adresse et votre numéro de téléphone.



PC

Stephen Harper, sa femme Laureen et leurs enfants Rachel et Ben ont gagné Ottawa hier au lendemain de la victoire conservatrice. Le premier ministre élu a dit qu'il avait hâte de se mettre à la tâche pour « reconstruire notre beau pays ».



LE SOLEIL, STEVE DESCHÊNES

Josée Verner et ses collègues conservateurs ont livré la région à Harper.

L'énigme de Québec reste entière

MICHEL CORBEIL
ET SIMON BOIVIN
MCorbeil@lesoleil.com
SBoivin@lesoleil.com

Dès vendredi, les stratèges du Bloc québécois anticipaient de mauvaises nouvelles dans la région de Québec : « Nous allons faire des percées dans des "comtés ethniques" (montréalais) et dans l'Outaouais. Et Québec va encore nous faire suer. »

La grande région de la capitale a vécu à la hauteur de sa réputation : être une énigme pour le mouvement souverainiste depuis une décennie.

Tout juste 10 ans après le référendum, où le Oui n'avait obtenu qu'un tout petit 52 % des voix en plein territoire francophone, la Rive-Sud et la Rive-Nord de Québec sont maintenant représentées par huit députés conservateurs et un indépendant, l'animateur de radio André Arthur.

Personne n'a de réponse simple à une situation qui a été baptisée le « mystère Québec » par le Parti québécois. En point de presse, hier, le chef péquiste André Boisclair a souligné qu'il est trop tôt pour tirer des enseignements du scrutin fédéral pour la région.

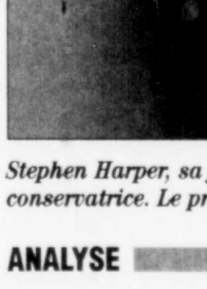
M. Boisclair s'est hasardé à souligner « qu'il est clair que l'appel au changement dans une capitale trouve de l'écho » auprès de l'électorat. Dans cette région où le Bloc et le PQ ne comptent plus que trois députés (un à Ottawa et deux à Québec), « je comprends qu'il y a un vote conservateur »

Voir **ÉNIGME** en A 6 ➤

ANALYSE

Le blues des métropoles

Aucun ministre de Montréal. Aucun ministre de Toronto. Aucun ministre de Vancouver. Les « bleus » de Stephen Harper dirigeront le Canada à partir de la campagne, et non des métropoles comme cela dure depuis toujours, au pays.



Raymond Giroux

RGiroux@lesoleil.com

Il n'y a rien de mal en soi à vivre en campagne, bien au contraire. Et Edmonton, Calgary et Winnipeg ne sont pas des petits villages isolés et repliés sur eux-mêmes, Québec non plus, malgré certains préjugés.

Mais cet effet des élections de lundi constitue peut-être le défi le plus fondamental du nouveau premier ministre lorsqu'il prendra officiellement les rênes du pouvoir d'ici deux semaines.

Les nouveaux ministres proviendront essentiellement de la riche Alberta, de l'Ontario « profond » et du Québec traditionaliste, avec un assortiment d'élus des autres provinces en nombre réduit. Tous représentent bien leurs commettants.



PC

Réjouissances à Calgary lundi soir... La victoire conservatrice a enlevé le pouvoir aux principaux centres urbains.

Sur le plan économique, toutefois, le Parti conservateur dans sa mouture actuelle a les oreilles nettement plus ouvertes aux intérêts pétroliers de Calgary qu'à ceux de la haute finance de Toronto, par exemple.

La politique environnementale et sa remise en question du Protocole de Kyoto en sont la première conséquence directe, ses projets pour réformer la péréquation en excluant les richesses naturelles non renouvelables, la seconde.

Si Paul Martin avait ses entrées partout dans les entreprises, les contacts de M. Harper avec les milieux d'affaires de l'Ontario et du Québec sont plus restreints, et certains diront d'ailleurs qu'il en vaut mieux ainsi, faut-il reconnaître.

Nul ne craint que le nouveau gouvernement brise l'économie du pays. Mais la tendance des conservateurs à trouver des solutions simplistes et à prendre des décisions fondées sur des considérations idéologiques plutôt que sur le réalisme inquiète les milieux concernés.

Il ne relève pas du droit divin que les décisions gouvernementales soient prises par des habitants des trois plus grandes villes du pays. Mais le nouveau gouvernement, et M. Harper en particulier, devra s'ouvrir aux bienfaits comme aux difficultés des trois métropoles.

Outre l'économie, Montréal, Toronto

Voir **BLUES** en A 6 ➤

À LIRE AUJOURD'HUI

■ **Lavage des vêtements : les centres de soins en appel** Page A 8
Les 104 centres de soins de longue durée ont décidé de porter en appel la décision de la Cour supérieure les condamnant à rembourser les résidants qui payaient un surplus pour le lavage.

SOMMAIRE

Agenda	B 6	Horoscope	B 7
Bandes dessinées	B 7	Loteries	A 7
Bourses	C 6	Météo	S 16
Bridge	S 15	Mot mystère	B 7
Chroniqueur		Mots croisés	B 7
Jean-Simon Gagné	A 5	Petites annonces	S 12
Décès	C 8	Télévision	B 2

MÉTÉO

Max. -1, min. -10
Nuageux avec quelques flocons.
Détails **page S 16.**

Précipitations (avant hier)
Ce mois-ci : 67 cm L'an dernier : 27,4 cm
Cet hiver : 238,1 cm L'hiver dernier : 144,5 cm

QUÉBEC, 110e ANNÉE, N° 27
FLORIDE, 2,10 $ US
MONTRÉAL, OTTAWA 87¢ PLUS TAXES
MERCREDI
65¢ PLUS TAXES

LENDEMAINS D'ÉLECTIONS



LE SOLEIL, ÉRICK LABBÉ

À Saint-Narcisse, Jacques Gourde a obtenu 84 % du vote.

De producteur agricole à député

MARC SAINT-PIERRE
MStPierre@lesoleil.com

Élu lundi député du Parti conservateur du Canada dans Lotbinière-Chutes-de-la-Chaudière, Jacques Gourde, 41 ans, producteur et exportateur de foin de Saint-Narcisse, ne parle pas l'anglais. Il estime que cette langue ne lui est pas essentielle pour boucler ses exportations de fourrages à chevaux aux États-Unis. Il n'entrevoit pas non plus de problème de compréhension avec ses collègues élus de l'Ouest canadien qu'il va bientôt côtoyer aux Communes.

« Leur ouverture au Québec est bien réelle. Il y a chez les 50 ans et moins une grande ouverture. Les 40 ans et moins, en particulier, sont sur la même longueur d'onde. Ils partagent les mêmes valeurs. Seule la langue est différente », affirme-t-il, à l'occasion d'une entrevue accordée au SOLEIL.

« Nous avons tous la même perception que nous sommes du même beau grand pays, le Canada », ajoute-t-il sans ambages.

Mais le mortier de base qui joint les conservateurs de l'Est et de l'Ouest n'est pas le creuset unitariste canadien, les Québécois demeurant notamment très fiers d'être Québécois. « Ce sont les valeurs. Les valeurs de la famille, de l'agriculture, de l'environnement », souligne le père de cinq enfants. Des enfants qu'il a eus avec « la même femme » et qui l'aident au moment de faire la récolte sur les 500 acres qu'il exploite, précise-t-il.

Pour le député Gourde, il est clair que les électeurs des Chutes-de-la-Chaudière urbaines et du Lotbinière rural partagent largement ces mêmes valeurs. Et, à l'évidence, ses concitoyens de Saint-Narcisse.

APPUI MASSIF

« Chez moi, j'ai obtenu 84 % du vote. Seuls peut-être quelques bloquistes purs et durs ou de nouveaux arrivants n'ont pas voté pour moi », note-t-il avec un sourire dans la voix.

Au total, 54,3 % des électeurs de Lotbinière ont voté pour faire de Jacques Gourde leur nouveau député, dont 5000 électeurs bloquistes et 7000 libéraux de 2004. De quoi lui donner la troisième majorité conservatrice la plus importante du Québec, dans un taux de participation au-dessus de la moyenne de 68 %.

C'est qu'il a été aidé un peu beaucoup. Le jour du vote, 50 camionnettes ont circulé par les routes et chemins de Lotbinière-Chutes-de-la-Chaudière avec ses panonceaux électoraux. Dans le même temps, une armée de 250 partisans ont travaillé « ventre à terre ». « Aucun d'entre eux n'a reçu un seul cent. Ils ont tous travaillé comme bénévoles, ils ont tous été d'une générosité remarquable. Je n'ai pas gagné seul », observe M. Gourde.

N'est pas né de la dernière pluie ni non plus un candidat improvisé, le producteur de foin de Saint-Narcisse. C'est à compter de l'Action démocratique qu'il a déroulé le tapis qui le mène maintenant aux Communes. Il a été président de l'exécutif de Lotbinière, conseiller régional dans Chaudière-Appalaches et membre du conseil national. Et il a sans doute été efficace puisque les membres de l'ADQ lui ont décerné le prix Jean-Allaire 2004-2005. « Parce qu'ils trouvaient que j'avais des talents d'organisateur », dit-il sans fausse modestie.

Il s'est retrouvé organisateur du PCC de décembre 2004 à avril 2005 dans la grande région québécoise comprise entre Drummondville et Gaspé, qui compte 10 circonscriptions, notamment les circonscriptions maintenant bleues de Mégantic-L'Érable, la Beauce, Lévis-Bellechasse et la sienne. Jusqu'à ce qu'il démissionne, *because* les statuts du parti, pour briguer l'investiture de Lotbinière-Chutes-de-la-Chaudière.

Il faut maintenant à Jacques Gourde s'occuper du pain et du beurre de ses commettants, aménager des locaux, choisir du personnel, ce qu'il entend entreprendre dans les prochains jours. Et participer à l'exercice du pouvoir dans un gouvernement minoritaire.

EN BREF

HARPER MINORITAIRE

Le patronat craint l'instabilité

■ MONTRÉAL — Le Conseil du patronat du Québec est inquiet de l'élection d'un deuxième gouvernement minoritaire au Canada car, à son avis, cette situation créera de l'instabilité. La présidente intérimaire du Conseil, Diane Bellemare, rappelle aux élus qu'ils doivent pouvoir concentrer leurs travaux à promouvoir la prospérité au Canada plutôt qu'à chercher constamment à accroître leurs appuis partisans. Elle leur demande de s'attaquer dès aujourd'hui à la tâche de gouverner, car les défis que posent le vieillissement de la population et la concurrence étrangère sont réels et pressants, à son avis. Le Conseil suggère au futur gouvernement Harper de s'adonner à une gestion prudente des finances publiques et au bon contrôle des dépenses. *PC*

La CSN s'inquiète pour les garderies

■ MONTRÉAL — La Centrale des syndicats nationaux (CSN) nourrit de vives inquiétudes relativement aux services de garde, au lendemain de l'élection d'un gouvernement minoritaire conservateur. Sa présidente, Claudette Carbonneau, demande au gouvernement fédéral, qui est « riche comme Crésus », de maintenir l'entente conclue entre les libéraux et le gouvernement du Québec, de 1,25 milliard $, pour contribuer au financement direct des services de garde. Durant la campagne, les conservateurs ont plutôt mis de l'avant l'idée de financer directement les parents désireux de se prévaloir d'un quelconque service de garde. *PC*

La FTQ se réjouit

■ MONTRÉAL — Le président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), Henri Massé, s'est dit satisfait hier de voir que les conservateurs formeront un gouvernement minoritaire, à la suite du scrutin de lundi. Henri Massé a estimé que cela permettra au chef, Stephen Harper, de mieux contrôler la droite de son parti. Le leader syndical a ajouté que la promesse du chef conservateur de régler le déséquilibre fiscal était une grosse commande et il a assuré qu'il surveillera le nouveau premier ministre. Pas question de négocier une entente à rabais, a-t-il prévenu. Si le déséquilibre fiscal est réglé, le Québec sera en mesure de mieux remplir ses missions, notamment en santé et en éducation, tout en ayant des marges de manœuvre pour aider les secteurs d'activités aux prises avec des difficultés, a expliqué M. Massé. *PC*

Quand la vie bascule en même temps que le vote

Les nouveaux élus conservateurs sortent de l'ombre

ANNIE MORIN
AMorin@lesoleil.com

■ « C'est vraiment spécial. Du jour au lendemain, on devient un personnage public. » Non, ce ne sont pas les états d'âme d'un participant à *Star Académie*, mais les observations de la candidate conservatrice élue dans Beauport—Limoilou.

Au lendemain de son élection-surprise, Sylvie Boucher était étonnée de l'attention médiatique suscitée par la performance des conservateurs dans la région de Québec. « Pendant la campagne électorale, je n'étais pas très connue et on ne s'intéressait pas vraiment à moi. Maintenant, on me court après et on me laisse parler », a-t-elle constaté hier.

Ce n'est pas là le seul changement à survenir dans la vie des candidats conservateurs qui n'avaient pas vraiment prévu gagner leurs élections.

Daniel Petit, futur député de Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, est entré au travail, hier, comme tous les jours de la campagne électorale. Entre deux entrevues, il s'est employé à redistribuer sa clientèle à ses collègues avocats. Ses plaidoiries, il les réserve désormais pour la Chambre des communes plutôt que le palais de justice.

Le changement ne lui fait plus peur. Au retour des Fêtes, quand le vent conservateur s'est mis à souffler sur la région, M. Petit a bien ressenti un petit vertige, le vertige de celui qui s'est embarqué dans une aventure plus grande que nature. Puis il s'est mis à rêver du grand bouleversement. « Mes enfants sont élevés, alors je suis plus libre. J'ai eu une bonne carrière et je suis prêt à vivre autre chose. »

Si ses enfants sont plus jeunes, Steven Blaney, élu dans Lévis—Bellechasse, n'est pas trop inquiet pour sa vie de famille pour autant. « Tous les emplois, aujourd'hui, demandent une bonne dose de flexibilité familiale », fait-il remarquer.

Hier, l'homme était davantage préoccupé par des questions de logistique : répondre aux médias, quitter son boulot, rédiger son rapport de campagne, se trouver un bureau de circonscription… « Ça fait beaucoup de choses à penser. »

Luc Harvey, qui s'est fait un point d'honneur de donner son numéro de téléphone cellulaire pendant la campagne électorale, répondait toujours présent, hier. Le nouveau représentant de Louis-Hébert avait déjà rechargé sa batterie deux fois avant l'heure du lunch.

Mais il ne regrettait pas une miette d'avoir joué la carte de la disponibilité. « J'ai publié mon numéro à au moins 120 000 exemplaires pendant la campagne et je vais le republier maintenant que je suis élu. Il va toujours y avoir quelqu'un pour répondre », a-t-il assuré.

Proclamé gagnant vers 2 h 30, après cinq grosses heures passées sur la corde raide, M. Harvey en était encore à digérer sa victoire. « Encore ce matin (hier), j'écoutais les résultats et j'étais nerveux. » On le serait à moins.



LE SOLEIL, STEVE DESCHÊNES

Sylvie Boucher



LE SOLEIL, RENAUD PHILIPPE

Daniel Petit



LE SOLEIL, MARC ROBITAILLE

Steven Blaney



ARCHIVES LE SOLEIL

Luc Harvey



COLLABORATION SPÉCIALE LUCE DALLAIRE

Maxime Bernier



COLLABORATION SPÉCIALE IAN BUSSIÈRES

Christian Paradis

ANNIE MORIN
AMorin@lesoleil.com

BEAUPORT—LIMOILOU

Sylvie Boucher

■ Sylvie Boucher passe de l'Assemblée nationale à la Chambre des communes. La nouvelle députée de Beauport—Limoilou travaillait jusqu'à tout récemment comme adjointe au directeur de cabinet de la ministre du Tourisme du Québec. Elle avait toutefois quitté son emploi à l'automne « pour se reposer ». Elle en a profité pour faire le saut en politique active après 20 ans d'allégeance conservatrice. Âgée de 43 ans, elle est mère de deux adolescentes qui ont fait campagne pour elle.

CHARLESBOURG—HAUTE-SAINT-CHARLES

Daniel Petit

■ Avocat, Daniel Petit œuvre au sein du bureau Petit, Beaudoin qu'il a lui-même fondé et qui rassemble aujourd'hui une dizaine de professionnels. Spécialisé en droit du travail, il a plaidé davantage en droit administratif ces dernières années. Arrivé tardivement dans la campagne, M. Petit ne possédait ni bureau de campagne, ni téléphone exclusif ni site Internet. Il doit sa victoire à une minuscule équipe sur le terrain et à la performance de son chef. Âgé de 58 ans, il est marié et père de quatre grands enfants.

LÉVIS — BELLECHASSE

Steven Blaney

■ Ingénieur en infrastructures urbaines et en environnement, Steven Blaney a fondé deux entreprises spécialisées dans le traitement du lisier de porc, Stratech et Envirogain. Il a également réalisé des projets ponctuels en traitement de l'eau et en efficacité énergétique dans la région de Chaudière-Appalaches. Il est maintenant conseiller technique pour les Affaires indiennes et président de la section régionale du regroupement de professionnels RESEAU environnement. Âgé de 40 ans, il est marié et père de deux enfants.

LOUIS-HÉBERT

Luc Harvey

■ Luc Harvey est l'homme aux mille intérêts. Il a étudié la littérature anglaise à l'Université de Guelph, mais il est aujourd'hui directeur des stratégies commerciales pour le groupe financier ASSEP. Il a développé un système de sécurité informatique et de reconnaissance des individus et un système électronique pour les moteurs d'avions. Entraîneur de soccer, M. Harvey est un ardent promoteur du projet de stade intérieur pour la région de Québec. Âgé de 41 ans, il est marié et père de quatre filles de 8 à 17 ans.

LOUIS-SAINT-LAURENT

Josée Verner

■ Josée Verner est la plus connue des nouveaux députés conservateurs. Peut-être parce qu'elle a mis deux élections pour remporter la faveur du public. Peut-être aussi parce que son chef, Stephen Harper, en a fait une vedette depuis longtemps en la nommant présidente du caucus du Québec. Auparavant, M^me^ Verner a travaillé dans plusieurs cabinets au gouvernement du Québec à titre d'adjointe administrative, d'adjointe politique et d'attachée politique. Âgée de 46 ans, elle est mariée et mère de trois enfants.

LOTBINIÈRE—CHUTES-DE-LA-CHAUDIÈRE

Jacques Gourde

■ Jacques Gourde est producteur agricole à Saint-Narcisse-de-Beaurivage depuis 20 ans. Il se spécialise dans la production de foin. Très actif dans sa paroisse, il a été tour à tour président du comité de développement de Saint-Narcisse et marguillier. Avec Daniel Petit et Maxime Bernier, M. Gourde est l'un des trois conservateurs de la région de Québec à s'opposer ouvertement au mariage gai. Âgé de 42 ans, il est marié et père de cinq enfants.

BEAUCE

Maxime Bernier

■ Maxime Bernier est le fils de Gilles Bernier, ancien député conservateur de Beauce. Avocat et diplômé en administration, il travaillait jusqu'à tout récemment à l'Institut économique de Montréal, après avoir évolué dans le monde de la finance. Natif de la Beauce, il est revenu s'y établir juste à temps pour la campagne électorale. Il est âgé de 42 ans.

JONQUIÈRE—ALMA

Jean-Pierre Blackburn

■ Député conservateur sous Brian Mulroney de 1984 à 1993, Jean-Pierre Blackburn revient à ses anciennes amours. Il a fait campagne en brandissant son vieux bilan et en promettant 1000 emplois pour sa région. Depuis 1996, M. Blackburn est président de Blackburn Communication inc., firme qu'il a fondée et qui se spécialise dans le développement des affaires et des relations publiques.

MÉGANTIC—L'ÉRABLE

Christian Paradis

■ Natif de Thetford Mines, Christian Paradis a étudié à Sherbrooke et à Québec avant de revenir s'établir dans son patelin, où il pratique le droit. Pas étonnant qu'une de ses priorités soit de freiner l'exode des jeunes en région. M. Paradis a été président de la Chambre de commerce et de l'Industrie de l'Amiante en 2004-2005. C'est un militant de longue date du Parti conservateur du Canada. Âgé de 31 ans, il est marié et père de trois enfants.

Chroniques affaires
à la 12e et la 32e minute de l'heure
Info800
LA RADIO AM DES NOUVELLES

LENDEMAINS D'ÉLECTIONS

Harper amorce la transition

ISABELLE RODRIGUE
Presse canadienne

■ OTTAWA — Fidèle à son image de politicien sérieux et rigide, le nouveau premier ministre élu Stephen Harper avait déjà la tête au travail, hier, décidant de se réfugier dans sa bulle pour réfléchir aux décisions à venir.

Élu à la tête d'un gouvernement minoritaire de 124 députés, M. Harper s'est contenté de faire une brève déclaration à sa descente d'avion à son arrivée dans la capitale fédérale, plutôt que la conférence de presse qui a traditionnellement lieu après une victoire.

Déjà, il a nommé l'équipe qui verra au bon déroulement de la transition qui s'opérera au cours des prochaines semaines. Pour mener cette équipe, il a placé sa confiance en Derek Burney, ancien ambassadeur du Canada aux États-Unis et ancien chef de cabinet de Brian Mulroney.

« Ce soir et demain, j'ai plusieurs, peut-être trop, de réunions pour commencer cette transition », a déclaré M. Harper, chaudement applaudi par un comité d'accueil d'une centaine de bénévoles et de partisans qui l'attendait à l'aéroport.

« J'ai bien dormi, je suis en forme, la famille est très excitée avec l'avenir et, je l'espère, le pays aussi », a poursuivi le nouveau premier ministre, disant qu'il avait hâte de se mettre à la tâche pour « reconstruire notre beau pays ».

Pour la suite des détails, il faudra attendre demain, alors qu'il tiendra une vraie conférence de presse.

Sa porte-parole, Carolyn Stewart Olsen, a expliqué que M. Harper préférait prendre quelques jours pour « revenir sur terre » et penser à la transition qu'il doit organiser.

Il est vrai que le nouveau premier ministre aura une tâche délicate au cours des deux prochaines semaines.

TRANSITION OFFICIELLE

Le premier ministre élu devra d'abord rencontrer son prédécesseur pour déterminer une date de transition officielle. C'est à cette date que Paul Martin ira rendre visite à la gouverneure générale pour démissionner. Le nouveau premier ministre et son cabinet seront ensuite assermentés. Dans l'entourage de M. Harper, on indique qu'il pourrait s'écouler deux semaines avant que cet événement ait lieu, afin de donner le temps à M. Harper d'organiser son gouvernement.

D'ici là, le 22e premier ministre du Canada devra également s'asseoir avec le greffier du Conseil privé et des hauts fonctionnaires pour être mis au parfum de l'état de plusieurs dossiers. Il donnera pour sa part déjà quelques directives afin que la fonction publique commence à travailler sur les projets de loi et les réformes qu'il a promis pendant la campagne électorale et qu'il entend mettre en œuvre.

Il aura aussi à former son Conseil de ministres, un casse-tête pour tout premier ministre puisqu'il devra tenir compte d'une multitude de critères pour offrir l'image d'un cabinet équitable.

Le 22e premier ministre devra s'atteler à la tâche de former un cabinet

Il voudra récompenser certainement le Québec, qui a causé la surprise de la soirée électorale, lundi. Avec 10 sièges dans cette province et l'augmentation générale de leurs appuis, l'équipe de stratèges de M. Harper admettait que ce résultat dépassait tous leurs rêves.

Du côté du Québec, on peut donc déjà affirmer sans trop se tromper que Josée Verner (Louis-St-Laurent), Maxime Bernier (Beauce) et Lawrence Cannon (Pontiac) seront ministres dans ce gouvernement. Dans le cas de M. Cannon, son expérience passée sous le gouvernement libéral de Robert Bourassa pourrait lui valoir un poste important, celui de vice-premier ministre comme le veut la rumeur.

M. Harper n'a pas le choix de faire une place à un nombre suffisant de femmes. Les Diane Ablonczy et Rona Ambrose, de l'Alberta, feront sûrement partie du lot, ayant démontré leurs aptitudes sur les banquettes d'opposition.

Pour insuffler de l'expérience dans ce cabinet qui sera composé de nombreuses recrues, le nouveau premier ministre pourra se tourner vers d'anciens ministres ontariens du gouvernement de Mike Harris. Jim Flaherty, Tony Clement et John Baird ont tous été élus lundi soir, et ils se retrouveront certainement au sein du conseil de ministres.

Enfin, le nouveau premier ministre devra récompenser certains de ses fidèles soldats des dernières années, les Peter MacKay, Monte Solberg, James Moore, James Kenney et Jay Hill.

Une fois son équipe connue, il pourra commencer à plancher sur le discours du Trône, un premier budget conservateur et les premiers projets de loi que le gouvernement voudra présenter pour mettre en œuvre des promesses électorales.



PC

Applaudi par un comité d'accueil enthousiaste qui l'attendait à l'aéroport d'Ottawa, M. Harper s'est contenté d'une brève déclaration plutôt que de tenir la traditionnelle conférence de presse.

Québec rêve

Plusieurs croient que la région a gagné à la loterie du pouvoir

ISABELLE MATHIEU
IMathieu@lesoleil.com

■ Le vent d'optimisme souffle fort sur la région de Québec au lendemain de l'élection des conservateurs. Plusieurs ont l'impression que pour une fois, la Vieille Capitale a gagné, à la loterie du pouvoir, un gros lot qui, espèrent-ils, se transformera en espèces sonnantes et trébuchantes.

Sur une échelle d'optimisme de 1 à 10, la mairesse de Québec, Andrée Boucher, se plaçait à 8 hier et voyait enfin la région avoir une vraie voix à Ottawa. « Cette percée à Québec est importante pour Stephen Harper et, à cause de ça, il ne pourra pas négliger la région dans l'optique que la prochaine fois, ça pourrait être une percée dans la région de Montréal », analyse la mairesse Boucher, qui a confiance de pouvoir boucler l'entente sur le sauvetage du zoo.

La mairesse dit aimer le verdict des électeurs de Québec parce qu'ils ont été « rebelles » et parce qu'ils ont su démêler l'administration de l'option constitutionnelle. « Les gens n'ont pas décidé de voter pour le Bloc québécois parce qu'ils étaient mécontents du gouvernement libéral et outragés du scandale des commandites », fait remarquer la mairesse Boucher.

L'AÉROPORT

L'aéroport Jean-Lesage aura-t-il bientôt plus que le nom d'international ? Le président du conseil d'administration de l'aéroport, Gaëtan Gagné, a bon espoir que le chantier voie le jour ce printemps. « Les conservateurs s'étaient engagés à nous aider à obtenir les 15 millions $ du fédéral, fait remarquer M. Gagné. Et les libéraux l'avaient promis aussi, donc ils ne bloqueront pas ça. »

La mairesse apprécie le verdict «rebelle» de la région

L'élection du député conservateur James Moore en Colombie-Britannique est aussi une bonne nouvelle pour Québec, estime Gaëtan Gagné. « M. Moore était critique en matière de transport et il pourrait être nommé ministre des Transports. Il est venu à Québec en janvier et il est très sensibilisé au dossier de l'aéroport. »

Si les travaux de modernisation évalués à 65,8 millions $ se concrétisent, l'aéroport pourrait avoir changé de gueule à temps pour l'arrivée des délégations des 52 pays participant au Sommet de la Francophonie, en 2008.

Aux Fêtes du 400e, la planification continue comme avant et sans inquiétude aucune. « Pas grand-chose ne va changer, estime Pierre Boulanger, le pdg de la Société du 400e. Le premier protocole est signé avec les fonctionnaires et on a reçu un premier 500 000 $. J'attends la version finale des protocoles pour le reste de l'argent du fédéral. »

Ottawa doit encore verser 39,5 millions $ pour les festivités du 400e de Québec. Pierre Boulanger n'a pas de crainte qu'un premier ministre élu à Calgary soit moins interpellé par des Fêtes organisées pour célébrer Québec. « La Ville de Québec est jumelée à Calgary depuis très longtemps, on va juste accentuer les liens entre les deux », dit le président des Fêtes.

Le pdg du Port de Québec, Ross Gaudreault, a refusé de faire des commentaires sur le changement de gouvernement. M. Gaudreault était plus bavard durant la campagne électorale, lorsqu'il réclamait un investissement fédéral de 150 millions $ pour construire deux nouveaux quais à la baie de Beauport.

Le maire de la ville de Saint-Augustin-de-Desmaures, Marcel Corriveau, se retrouvera dans la circonscription du seul député indépendant au pays, André Arthur. M. Corriveau dit déjà connaître le nouvel élu et avoir des « relations correctes » avec lui. « Je vais être en mesure de travailler avec lui, dit M. Corriveau. On va se rencontrer bientôt. » Il voit d'un bon œil l'arrivée du cortège de conservateurs dans la région, surtout celle de Josée Verner, sa concitoyenne. « On a besoin d'un changement, c'est fait », note-t-il.

Le maire de L'Ancienne-Lorette, Émile Loranger, n'a pas voulu commenter.

Duceppe se réjouit de la «balance du pouvoir»

LIA LÉVESQUE
Presse canadienne

MONTRÉAL — Même s'il a eu un peu moins de sièges et de pourcentage du suffrage que lors de l'élection de 2004, le Bloc « a la balance du pouvoir et c'est important », a martelé son chef Gilles Duceppe.

M. Duceppe a rencontré la presse, hier matin, au lendemain d'une longue nuit d'élection qui lui a finalement donné 51 sièges sur les 75 que compte le Québec, comparativement à 54 lors de l'élection de 2004.

« C'est nous seuls qui avons la balance du pouvoir. C'est la première fois que le Bloc a la balance du pouvoir », a-t-il souligné.

Il insiste aussi sur le fait que le Bloc détient « 68 % des sièges » au Québec et qu'il a été élu pour « une cinquième élection consécutive », preuve selon lui qu'il répond à des besoins. « Beaucoup de partis seraient sûrement envieux », a-t-il commenté.

Il a aussi relevé ce qu'il considère comme des gains majeurs, des « percées historiques » au sein des communautés culturelles, ainsi qu'en Outaouais. Le Bloc a aussi fait des gains dans la région de Montréal et dans Brome-Missisquoi.

M. Duceppe attribue le fait qu'il n'ait pas atteint son objectif d'avoir plus de sièges et une proportion plus importante du suffrage exprimé à « un vent de changement qui a déferlé ».

Il n'a pu expliquer le phénomène de la montée des conservateurs dans la région de Québec et de la Beauce, disant avoir besoin d'une analyse plus fine pour comprendre ce qui s'est passé. « On va prendre le temps de regarder cette situation. »

Comme il l'avait fait la veille, après l'annonce des résultats du scrutin, M. Duceppe a affirmé que « les conservateurs ont maintenant le fardeau de la preuve », eux qui ont pris des engagements envers les Québécois.

M. Harper a promis de corriger le déséquilibre fiscal entre le fédéral et les provinces et de faire plus de place au Québec sur la scène internationale, plus particulièrement à l'UNESCO.

Comme la veille, M. Duceppe s'est dit prêt à travailler avec M. Harper pour promouvoir les intérêts du Québec.

DÉPART DE MARTIN

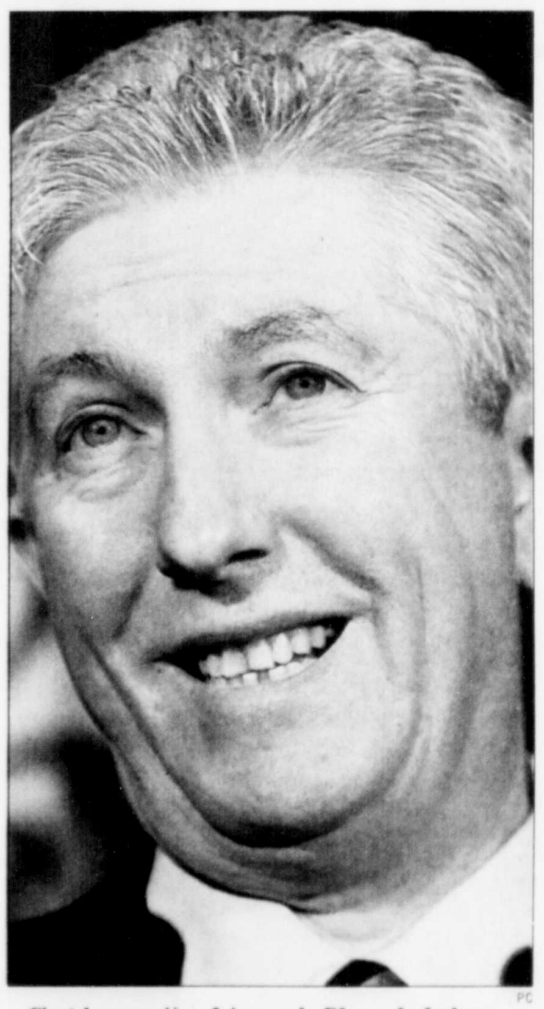
M. Duceppe a brièvement commenté le fait que Paul Martin quitte la direction du Parti libéral du Canada. « Derrière les hommes politiques, il y a des êtres humains. M. Martin croit à ce qu'il fait ; il l'a fait avec toute son énergie. Il vit une situation qui n'est pas facile » Il a aussi relevé son dévouement envers le Canada, envers son parti et envers la philosophie libérale.

De façon plus générale, le chef bloquiste a souligné que « ce n'est pas facile la politique ». Avec une pointe d'humour, il a ajouté: « On m'a dit un jour que ça prenait un gros ego et beaucoup, beaucoup d'humilité. »

M. Duceppe devrait s'entretenir au cours des prochaines heures avec le premier ministre du Québec Jean Charest, qui avait tenté en vain de le joindre après le scrutin.

Il a déjà parlé au chef néo-démocrate Jack Layton mais n'a pas réussi à joindre le chef libéral Paul Martin.

Il devait également s'entretenir avec le nouveau premier ministre conservateur Stephen Harper pour discuter de la suite des choses.



PC

« C'est la première fois que le Bloc a la balance du pouvoir », a souligné Gilles Duceppe.

« Ça fait 15 ans qu'on se connaît. On a travaillé ensemble dans l'opposition », a-t-il noté, pour illustrer que la communication est déjà bien établie entre les deux hommes et les deux partis.

Le nouveau caucus des 51 députés du Bloc québécois doit se réunir demain, à Montréal.



LENDEMAINS D'ÉLECTIONS

RELATIONS CANADA-ÉTATS-UNIS

Pas de grand changement avec Harper, estiment les spécialistes américains

Un gouvernement conservateur majoritaire aurait créé plus d'enthousiasme, selon eux

ÉRIC MOREAULT
EMoreault@lesoleil.com

■ L'élection d'un gouvernement conservateur va entraîner un réchauffement des relations entre le Canada et les États-Unis, prédisent médias et experts. Pas vraiment, répondent les spécialistes américains des relations bilatérales entre les deux pays consultés par LE SOLEIL.

Dans leur compte rendu sur l'élection de lundi, le *New York Times* et *le Chicago Sun-Times* mettaient l'accent sur le « resserrement des liens » entre les deux pays aux relations « froissées ». La Maison-Blanche disait, entre-temps, souhaiter hier « renforcer (ses) relations » avec le nouveau gouvernement.

« Rien n'est moins certain », estime Andre J. Senecal. Bien que George W. Bush et Stephen Harper logent « dans le même camp idéologique », notamment sur Kyoto et le bouclier antimissiles, il n'y aura pas grand changement, soutient le directeur du programme d'études canadiennes de l'University of Vermont.

Et ce, pour deux raisons : il s'agit d'un gouvernement minoritaire et beaucoup de différends concernent des dossiers régionaux.

Dans le premier cas, les conservateurs devront forger des alliances avec le Bloc québécois, ce qui rendra certains problèmes presque insolubles, notamment sur la question du bois d'œuvre.

Dans le deuxième cas, l'administration Bush a les essieux profondément enfoncés dans la boue et a fort à faire pour se sortir de ses ornières. Elle doit aussi compter avec les élections de mi-mandat, qui pourraient lui faire perdre la majorité républicaine au Sénat et à la Chambre des représentants. « Au bout du compte, l'opinion des sénateurs et des représentants va être plus importante » que de faire plaisir au Canada, souligne Don Alhper, du Centre d'études canadiennes-américaines de la Western Washington University.

« Plusieurs dossiers vont être mis de côté » par la force des choses, estime Charles Dorand, le directeur du Centre d'études canadiennes de la John Hopkins University. « Le gars (Harper) vient à peine d'être élu et le dossier de la vache folle revient dans l'actualité, de la pire façon qui soit. »

PLUS AMICAUX

En raison de ce qui précède, Christopher Kirkey, le directeur du Centre d'études sur le Canada de la Plattsburgh State University, ne croit pas que Stephen Harper va se coller sur l'administration Bush. Il rappelle l'allocution de l'ambassadeur américain David Wilkins, qui accusait Paul Martin de faire campagne sur le dos des Américains. « Plutôt que de fustiger Paul Martin, M. Harper a souligné que l'intervention (de M. Wilkins) était inappropriée. C'était très révélateur. »

Bien sûr, « les relations seront plus amicales en raison des liens interpersonnels, plus important qu'on pense, que pourraient nouer les deux dirigeants. Harper va mieux s'entendre avec Bush que Paul Martin », de toute évidence, souligne Anthony Cicerone, le directeur du programme d'études canadiennes du Bridgewater State College.

Mais même si un gouvernement conservateur augmente le budget de la Défense, tel que promis, « ça va changer un peu les perceptions, mais pas tant que ça ».

Les administrations canadiennes et américaines vont multiplier les déclarations de sympathies mutuelles et certaines avenues vont s'ouvrir pour des échanges entre hauts fonctionnaires, « mais sans véritables résultats », prévoit Don Alhper.

Les deux administrations devront travailler d'urgence à régler la question des déplacements interfrontaliers si elles veulent partir du bon pied, soulignent la plupart des experts.

Contrairement à ses collègues, Howard Cody croit que Stephen Harper « aura plus de liberté dans les affaires extérieures et va s'en servir ». « Les relations peuvent difficilement être pires. C'est une bonne opportunité pour un nouveau départ », croit le professeur de sciences politiques en études canadiennes de l'University of Maine.

Ce spécialiste des gouvernements minoritaires pense que Stephen Harper pourra s'en servir, entre autres choses, pour créer une impression favorable et refaire le coup de John Diefenbaker en 1958. Avec un gouvernement minoritaire en 1957, le premier ministre conservateur avait déclenché des élections l'année suivante pour aller se chercher une large majorité, faisant élire 208 députés, dont 50 au Québec.

FÉLICITATIONS DES É.-U.

C'est par la voix de son secrétaire de presse, Scott McClellan, que le président George W. Bush a transmis hier les félicitations de la Maison-Blanche à Stephen Harper pour la victoire des conservateurs aux élections fédérales.

« Nous avons l'intention de travailler activement avec le gouvernement pour resserrer nos relations encore plus », a déclaré M. McClellan, qui s'attendait à ce que le président George W. Bush appelle M. Harper bientôt.

Les républicains américains espéraient discrètement une victoire conservatrice au Canada. Les relations entre les deux pays ont été tendues au cours des cinq dernières années du régime libéral à Ottawa.

Durant la campagne, les libéraux ont notamment adopté certaines positions antiaméricaines.

Hier, les républicains se sont toutefois limités à cette réaction polie.

Avec la Presse canadienne



ARCHIVES LE SOLEIL

Le registre des armes à feu est un outil de travail bien apprécié des policiers.

ARMES À FEU

La police du pays se mobilise déjà contre l'abolition du registre

JEAN-FRANÇOIS NÉRON
JFNeron@lesoleil.com

Stephen Harper trouvera sur sa route plus que les partis d'opposition s'il veut abolir le registre des armes à feu. Les associations de policiers promettent d'être là pour l'en empêcher.

« Si on doit faire des rencontres pour expliquer notre position une fois de plus, on le fera. » Le président de l'Association des policiers provinciaux du Québec (APPQ), Jean-Guy Dagenais, est aussi membre du conseil de direction de l'Association canadienne de la police professionnelle (ACPP), qui regroupe tous les policiers du pays.

L'arrivée des conservateurs au pouvoir n'inquiète pas M. Dagenais outre mesure, mais il croit essentiel de leur rappeler l'importance du programme. « Ce n'est pas ça qui va régler tous les problèmes. Toutefois, nous pensons que c'est un outil qui permet de limiter la criminalité. »

Le centre de coordination du registre recevrait chaque jour 5000 demandes d'information venant des policiers de tout le pays. « Les agents s'en servent régulièrement, confirme Bernard Lerhe, président du syndicat des policiers de Québec. Par exemple, si nous devons faire une intervention pour un cas de violence conjugale, nous aimons savoir si l'individu possède des armes. »

Le président de la Fédération des policier municipaux du Québec (FPMQ), Denis Côté, nuance les risques d'abolition du registre. « Il y a toujours une différence entre les engagements électoraux et ce qu'ils peuvent véritablement faire », croit-il.

BON OUTIL DE TRAVAIL

Gary Breitkreuz, député conservateur de la Saskatchewan, est celui qui promet l'abolition du registre, tel qu'inscrit dans le programme de son parti. Il dénonce depuis toujours le gaspillage de fonds publics. Des 2 millions $ initialement prévus en 1995, le coût d'implantation et de gestion du projet dépasse maintenant 1 milliard $.

Dommage qu'on ne s'attaque qu'à l'aspect financier, songe M. Côté. « C'est un outil de travail qui a fait ses preuves. Maintenant, est-ce que le système est perfectible, oui ! »

Le coordonnateur de la Coalition pour le contrôle des armes à feu, Patrick Leclerc, souhaite aussi une gestion plus serrée du programme. Cependant, il regrette la « désinformation » à propos du registre. « Nous devons accentuer les efforts pour que tous soient au courant des succès du programme. Il y a eu une diminution de 43 % du nombre de victimes par armes à feu », donne-t-il en exemple.

Malgré l'intention conservatrice et ses « liens étroits » avec le lobby pro-armes, M. Leclerc demeure confiant. « si les conservateurs veulent couper dans le programme, on sait que la majorité du Parlement (BQ, NPD et PLC) a déjà dit NON. Leur intention est de garder la loi intacte. »

L'intérêt d'Arthur pour CHOI-FM surprend ses adversaires

Ils n'en ont pas entendu parler de la campagne, soutiennent-ils

SIMON BOIVIN
SBoivin@lesoleil.com

L'intérêt porté par le député indépendant André Arthur au dossier de CHOI-FM surprend ses adversaires politiques, qui n'en ont pas entendu parler pendant la campagne électorale.

« C'est la première fois que j'entends parler de celle-là, a indiqué le candidat libéral défait, Gilles Landry. J'avais déjà dit que j'espérais qu'il ne se lance pas en politique pour régler ses comptes avec le CRTC. Malheureusement, ça a l'air de ça. (...) Tu es élu député pour défendre les intérêts de tes électeurs. Pas pour ton dossier personnel. »

Lundi soir, après sa victoire, le nouveau député de Portneuf a indiqué qu'il comptait se pencher d'abord sur le dossier de la station radiophonique. Il souhaite que les conservateurs arrêtent « la destruction de CHOI-FM par un ordre en conseil » et qu'ils retournent « le dossier devant le CRTC ».

Dans ses portraits de circonscriptions, LE SOLEIL a demandé à tous les candidats de la région d'identifier le principal problème de leur territoire. M. Arthur a alors parlé du quai de Portneuf, de la contamination de l'eau à Shannon, du conflit du bois d'œuvre et des « privilèges accordés à Telus » dans Portneuf. Pas un mot sur CHOI-FM, pas plus que lors du débat entre les candidats locaux à Saint-Raymond, auquel LE SOLEIL a assisté.

Ni Christiane Gagnon, du Bloc québécois, ni Hélène Scherrer, chez les libéraux, n'étaient au fait de l'intérêt de M. Arthur pour CHOI-FM avant hier. « C'est un dossier dont on n'a pas parlé, dit Mme Gagnon. Il n'y a aucun candidat qui a parlé de CHOI-FM dans la région. » Seul Howard Bruce, candidat conservateur dans Portneuf, se souvient que M. Arthur en a discuté à la télévision, une fois, dans la foulée des sondages qui le donnaient victorieux.

Avant de lancer sa carrière politique, M. Arthur était à l'emploi de Genex Communication à titre d'animateur à CKNU, une station dont la vente à Radio Nord s'est finalisée juste avant Noël. Genex et son président, Patrice Demers, sont aussi propriétaires de CHOI-FM.

« C'est un peu bizarre, commente Mme Gagnon. C'est à questionner. Mais ce sera aux électeurs de Portneuf de juger de la pertinence de ses priorités et des liens qui peuvent le lier à des personnes qu'il connaît et pour qui le dossier est une priorité. Ce sera aux gens de Portneuf de réaliser qu'ils ont élu quelqu'un qui a son propre agenda. »

« PAS PLUS IMPORTANT, PLUS URGENT »

La survie de CHOI-FM n'est pas plus importante que les autres dossiers locaux, répond André Arthur, mais plus pressante, compte tenu que la « Cour suprême peut dire non et fermer CHOI-FM dès cet après-midi ». (...) « Je ne considère pas ça plus important, mais il y a un caractère d'urgence », explique-t-il.

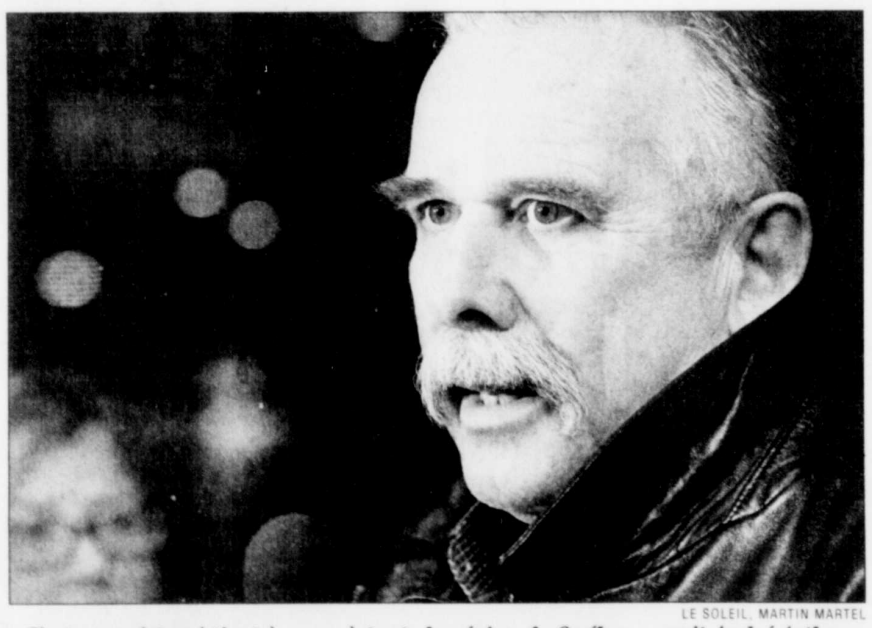
Il n'en a pas parlé plus tôt dans la campagne parce qu'au départ, les libéraux partaient favoris et que « s'ils étaient réélus, ils n'auraient jamais parlé » de CHOI-FM. « Soudain, on a un gouvernement conservateur, poursuit-il. La réaction normale du gars qui s'intéresse à Québec est de se dire : "Est-ce que ça sauve CHOI-FM conformément aux promesses des conservateurs, ou si c'était une promesse en l'air ? Le timing impose ce sujet-là. »

S'il se sent investi du devoir d'intervenir, c'est que sa circonscription est « sous le parapluie de l'antenne de CHOI », que plusieurs Portneuvois ont marché contre la fermeture de la station et lui ont exprimé leur désappointement à cet égard. « C'est un sujet qui tient à cœur à toute la région de Québec », dit M. Arthur.

Il n'y a pas de lien à faire entre son action politique et son ancien employeur, dit-il. « Je ne vois pas le rapport, étant donné que je ne suis même plus à l'emploi de CKNU et Genex, indique M. Arthur. Deuxièmement, je suis de ceux qui disent depuis le début que ceux qui ont fait fermer CHOI-FM se sont déshonorés. C'étaient des concurrents. »

Par ailleurs, les condamnations d'Arthur pour libelle diffamatoire — contre l'ex-premier ministre Daniel Johnson entre autres — ne l'empêchent pas de siéger à la Chambre des communes. Règle générale, les parlements s'accommodent bien des démêlés des députés avec la justice, tant qu'ils ne découlent pas du Code criminel, exception faite de l'alcool au volant.

Avec la collaboration de Mylène Moisan



LE SOLEIL, MARTIN MARTEL

« C'est un sujet qui tient à cœur à toute la région de Québec », croit André Arthur.

SONDAGES DE FIN DE CAMPAGNE

Le vote libéral sous-estimé par la plupart des sondeurs

PIERRE ASSELIN
PAsselin@lesoleil.com

Si les sondages en fin de campagne ont donné un portrait assez juste des intentions de vote, la plupart des maisons ont malgré tout sous-estimé le vote libéral, et plus particulièrement au Québec.

Claire Durand, professeure au département de sociologie de l'Université de Montréal, suit à la trace le travail des maisons de sondage lors de chaque élection. Elle observe que comme en 2004, les sondages ont sous-estimé le vote libéral dans l'ensemble du pays, quoique l'erreur était moins grande cette fois-ci. Il s'agit toutefois du seul résultat qui se situe en dehors des marges d'erreur pour l'ensemble du pays.

Les libéraux ont récolté 30,2 % du vote, alors que la moyenne des prévisions se situait en dessous de 28 %.

Au Québec, l'écart était un peu plus marqué. La moyenne des sondages se situait entre 15 et 16 %, alors que le parti a obtenu 20,7 % des voix.

LA LANGUE, ÇA COMPTE

Si la plupart des sondeurs canadiens ont sous-estimé le vote libéral au Québec, c'est parce qu'ils n'ont pas pris en considération la répartition linguistique des sondés, explique-t-elle. La même raison explique qu'ils aient surestimé le vote en faveur du Bloc québécois. Là aussi, le résultat, 42,1 %, se situait légèrement en dehors de la marge d'erreur des sondages, qui prévoyaient plutôt 45 %. Les maisons canadiennes prévoyaient en moyenne 8 % de plus que les sondeurs québécois, ce qui fait qu'en début de campagne, quand Léger Marketing anticipait aux environs de 50 %, Ekos annonçait plutôt un vote de 58 % pour le Bloc.

« Les sondeurs du Canada anglais ont tendance à surestimer le Bloc parce qu'ils ne font pas de correction pour la répartition linguistique, explique-t-elle. Ils analysent le sondage comme si tout le monde répondait de la même manière. Or, au Québec, les francophones répondent plus que les non-francophones. »

Par contre, ajoute l'universitaire, les maisons québécoises de sondage ont fourni un portrait plutôt fidèle des résultats. « L'évaluation des sondeurs québécois était meilleure, Léger avec 40-42 % et Crop à 39 % étaient à l'intérieur de la marge d'erreur. »

Par ailleurs, le débat des chefs n'a pas changé le cours de la campagne, il a plutôt cimenté les intentions de vote, observe encore Mme Durand.

« Après le premier débat, on a vu un effet négatif de 1 %, mais ce n'était pas significatif. Ce que le débat a fait en gros, c'est qu'il a arrêté et la descente du PLC et la remontée du PC. C'est un peu comme si les électeurs avaient attendu pour voir si quelque chose allait se passer, et à partir de là, ça s'est stabilisé. »

Après le débat, les conservateurs ont plafonné et les libéraux ont arrêté de descendre, alors que le NPD, lui, est resté pratiquement stationnaire tout le long de la campagne.

Est-ce que les sondages ont influencé l'évolution des intentions de vote ? « On ne le sait pas, ce n'est pas une question que j'ai étudiée encore, mais je vais faire des recherches bientôt. Peut-être que ça influence les travailleurs d'élections, qui peuvent se décourager s'ils voient leur parti piquer du nez. »

TVA a gagné ses élections

■ Les téléspectateurs ont été deux fois plus nombreux à suivre la soirée des élections à TVA qu'à Radio-Canada. Selon BBM, le duo Pierre Bruneau-Claude Charron a attiré en moyenne 667 000 téléspectateurs, de 21 h à 1 h 45. Ils étaient même 1 193 000 au moment des premiers résultats, de 21 h 30 à 22 h. Loin derrière, à Radio-Canada, Bernard Derome et son équipe n'ont pu retenir plus de 348 000 personnes, de 21 h à 1 h 55. L'auditoire n'a jamais dépassé les 686 000 téléspectateurs ; c'était de 22 h à 22 h 30, au moment du « Si la tendance se maintient... » C'est la seconde fois que la société d'État termine derrière TVA un soir d'élections fédérales, mais il s'agit de sa pire performance à ce jour. Enfin, à TQS, Jean-Luc Mongrain a obtenu une moyenne de 129 000 téléspectateurs. ***Richard Therrien***

LENDEMAINS D'ÉLECTIONS



Lénine, Kennedy et les rhinocéros

Jean-Simon GAGNÉ JSGagne@lesoleil.com

En 2003, la ville de Québec s'est jetée dans les bras des libéraux de Jean Charest. En 2004, elle a appuyé massivement le Bloc québécois. En 2005, elle a élu triomphalement la mairesse Andrée Boucher, sans que cette dernière fasse campagne ou propose un véritable programme. Et voilà qu'en 2006, la région toute entière craque pour les conservateurs de Stephen Harper.

Comprenne qui pourra. Mais le plus étonnant, c'est que nous soyons surpris chaque fois. Nous ressemblons à un joueur de baseball qui s'est fait retirer 18 fois d'affilée par une balle rapide en plein cœur du marbre, et qui continue d'attendre un autre type de lancer.

Remarquez, au royaume de la surprise, nous avons de la compagnie. À chaque consultation électorale, on ne compte plus les experts qui tombent littéralement en bas de leur chaise en prenant connaissance des résultats de la région de Québec. Après le mystère de l'île de Pâques, et celui de la Caramilk, voici le mystère Québec. À quand un documentaire cheap sur Canal D, avec Richard Glenn comme animateur?

À moins d'en faire un sujet de téléroman? Le premier épisode pourrait mettre en vedette un expert politique, cherchant une clé pour sortir d'une pièce sans lumière et sans fenêtre. En réalité, la seule porte de sortie aurait été condamnée. De plus, l'unique clé aurait été perdue à jamais.

Ce qui n'empêcherait pas notre expert de s'écrier, à tout bout de champ: «Je l'ai! Je l'ai!»

*****

Trêve de plaisanteries. On peut reprocher beaucoup de chose à notre région. Sauf son côté pittoresque. Pour cela, nous méritons un championnat toutes catégories. Lundi soir, le comble du loufoque a été atteint sur les ondes de CHOI-FM, la station la plus écoutée à Québec. Un peu avant la fermeture des bureaux de vote, l'excitation y égalait probablement celle des révolutionnaires français à la veille de la prise de la Bastille.

Entre deux théories sur les grands complots de la gauche interplanétaire, l'animateur a soudain annoncé que le Parti marxiste-léniniste du Canada s'était fait rembourser, en 2004, la somme de 4,5 millions $ par le gouvernement fédéral. Scandale. Et notre fin limier de s'interroger: «comment est-ce possible?»

L'honorable auditoire était en droit de s'indigner avec lui. Quoi? La révolution bolchevique financée à même les fonds publics, grâce à la nouvelle loi sur le financement des partis politiques? Comment? À cause du laxisme du gouvernement fédéral, un groupe de Lénine en pantoufles menaient la vie de château, avec l'argent durement gagné par les honnêtes citoyens?

Hélas. Vérification faite. Le Parti marxiste-léniniste du Canada ne s'est pas fait rembourser un sou par le gouvernement fédéral. L'animateur a tout simplement mal interprété la somme maximale que le Parti aurait pu théoriquement dépenser, compte tenu de ses 76 candidats à travers le Canada.

Bof. Qu'est-ce qu'un complot imaginaire de plus ou de moins, dans notre belle région de Québec?

*****

Aujourd'hui, nous votons pour le chef d'un parti qui approuvait la guerre en Irak et qui dénonçait le Protocole de Kyoto. Nous nous enthousiasmons pour un homme qui ressemble vaguement à un témoin de Jéhovah coiffé à la John F. Kennedy.

Demain, ça pourrait être exactement le contraire.

Normal. Seul notre comportement grégaire ne ment jamais. Seuls nos réflexes de troupeau de rhinocéros ne se démodent pas. Un consensus comme le nôtre, ça n'existe que dans les sectes religieuses. Ou dans les grands cimetières.

Que dire, par exemple, de la psychose collective qui avait suivi les attentats du 11 septembre? Le Complexe G avait dû être évacué, à cause de prétendues lettres infectées par la maladie du charbon. À Québec, il semblait évident qu'Oussama ben Laden fantasmait sur la destruction de Québec, au fond de sa grotte en Afghanistan.

Docteur, est-ce grave? Existe-t-il encore un espoir?

Sais pas. Ne comptez surtout pas sur moi pour répondre. Il y a 20 ans, j'avais l'impression que nous avions atteint le fond du baril politique, à Québec et ailleurs. À l'époque, Ronald Reagan était président des États-Unis, Brian Mulroney avait été élu premier ministre du Canada. Un certain Robert Bourassa somnolait sur les banquettes de l'Assemblée nationale, à Québec. Et l'ineffable Jean Pelletier était maire de la Vieille Capitale.

Difficile à croire, mais nous n'avions encore rien vu. Aujourd'hui, George W. Bush est président des États-Unis. Stephen Harper sera bientôt assermenté à la tête du gouvernement canadien. Jean Charest a été élu premier ministre du Québec. Et dans la Vieille Capitale, même si la chose paraît encore difficile à croire, M^me^ Andrée Boucher siège à l'hôtel de ville.

*****

Du calme. Pour ne pas nous laisser sur des considérations aussi déprimantes, je vous fais cadeau de la blague suivante, qui m'a été transmise par un électeur bloquiste. Mais vous pouvez intervertir les rôles, selon vos préférences politiques.

Un conservateur, un libéral et un bloquiste sont surpris en état d'ébriété en Arabie Saoudite, pays dans lequel la consommation d'alcool est rigoureusement interdite.

Le ministre saoudien de la Justice décide de sévir, mais il veut éviter un incident diplomatique. «Pour la consommation d'alcool, le châtiment ne peut être inférieur à 50 coups de fouet! Mais, puisque vous êtes des étrangers et que vous ne connaissiez pas l'interdiction, je vais être bon. Avant la punition, vous avez droit à un souhait!» déclare-t-il.

Le conservateur s'avance le premier: «Je souhaite que vous m'attachiez un coussin sur le dos, avant de me fouetter.» Son souhait est exhaussé, mais le coussin se brise après 25 impacts.

Voyant cela, le libéral réclame plutôt qu'on lui attache deux coussins sur le dos. Aussitôt dit, aussitôt fait. Mais les coussins se déchirent après une trentaine de coups.

Le ministre saoudien s'adresse alors au bloquiste et dit: «Puisque tu es Québécois et que je suis un grand admirateur de ton compatriote Mario Lemieux, je vais être particulièrement bienveillant avec toi! Tu as droit à deux souhaits!»

«J'ai déjà choisi, répond le bloquiste. Mon premier souhait consiste à recevoir 100 coups de fouet au lieu de 50.»

En entendant cela, le libéral et le conservateur se regardent d'un air navré. Ils croient que leur collègue a perdu la raison.

Le ministre saoudien ne cache pas son étonnement, lui aussi. «Je ne comprends pas ce voeu, affirme-t-il. Mais puisque tu le réclames, je t'accorde le double des coups! Et ton deuxième désir?»

Le bloquiste répond: «Qu'on m'attache le libéral sur le dos».

▸ Les deux dernières élections fédérales

CANADA

	28 juin 2004		23 janvier 2006	
	élus	%	élus	%
Parti conservateur	99	29,6 %	**124**	**36,3%**
Parti libéral	135	36,7 %	**103**	**30,2%**
Bloc québécois	54	12,4 %	**51**	**10,5 %**
Nouveau Parti démocratique	19	15,7 %	**29**	**17,5 %**
Parti vert	—	4,3 %	**—**	**4,5 %**
Autres	1	1,2 %	**1**	**1,0 %**

QUÉBEC

	28 juin 2004		23 janvier 2006	
	élus	%	élus	%
Bloc québécois	54	48,9 %	51	42,1 %
Parti conservateur	—	8,8 %	10	24,6 %
Parti libéral	21	33,9 %	13	20,7 %
Nouveau Parti démocratique	—	4,6 %	—	7,5 %
Parti vert	—	3,2 %	—	4,0 %
Autres	—	0,6 %	1	1,2 %



INFOGRAPHIE LE SOLEIL

Le dossier de l'aéroport sur la voie rapide?

JEAN-FRANÇOIS CLICHE
JFCliche@lesoleil.com

■ Bien que la plateforme régionale conservatrice fut plutôt mince en termes d'engagements concrets, il en est tout de même un, la modernisation de l'aéroport, qui pourrait bientôt emprunter la voie rapide, à en croire la nouvelle députée de Louis-Saint-Laurent, Josée Verner.

Cette dernière a réitéré hier la promesse de son parti de bonifier le Plan fédéral d'aide aux infrastructures portuaires et, par la suite, de «faire passer l'aéroport de Québec en premier». À la différence près que, cette fois-ci, la région n'a pratiquement élu que des conservateurs. Ceux-ci ont souvent répété au cours de la campagne que Québec avait souffert d'être constamment dans l'opposition.

«L'aéroport n'a pas besoin d'un chèque de 15 millions $ immédiatement. Ce qu'ils veulent, c'est une garantie que le gouvernement va investir. (...) On va commencer par s'installer, mais on va procéder rapidement avec ce dossier-là», assure M^me^ Verner.

Le balayage conservateur presque complet de la région de Québec n'a pas donné une tournure plus palpable au reste des engagements du PCC. M^me^ Verner dit à propos du zoo qu'«il va falloir voir l'entente signée entre la Ville et le ministre Després».

Cet accord pose comme condition à la relance du Jardin zoologique l'obtention d'une aide fédérale de 35 millions $ avant le 31 mars. «C'est sûr que ça soulève des questions, comme "Est-ce qu'on est en mesure de fournir cette somme à l'intérieur de cette échéance-là?"» avertit la députée.

Elle a de nouveau affirmé que les élus du PCC devront lire le rapport déposé cet été sur la contamination aux TCE à Shannon avant de choisir une piste de solution. Elle s'est également engagée à tenter d'accélérer le transferts des fonds fédéraux pour les Fêtes du 400^e^.

Il entre par ailleurs toujours dans les intentions conservatrices de modifier le mandat du CRTC «tout en s'assurant que la liberté d'opinion ne se transforme pas en liberté de diffamation», ajoute M^me^ Verner.

WILLIAM TETLEY

«L'exclusion du pouvoir peut faire apprendre beaucoup aux anglophones de Montréal»

ALAIN BOUCHARD
ABouchard@lesoleil.com

■ Le fait de se retrouver complètement exclus du nouveau pouvoir fédéral pour la première fois depuis des lunes peut constituer une excellente pédagogie pour les anglophones de Montréal, estime l'ancien ministre libéral québécois William Tetley, maintenant professeur de sciences politiques à l'Université McGill.

«Les anglophones de Montréal vont réaliser que le Canada n'est pas que leur affaire, a-t-il dit au SOLEIL, hier. Je trouve cela amusant et à la fois très sain ce qui s'est produit lundi. Les anglophones vont avoir l'occasion de réaliser qu'ils ne mènent pas plus le pays que les francophones.»

Les élections de lundi ont plongé la grande région montréalaise au complet dans l'opposition, à Ottawa, à plus forte raison les circonscriptions anglophones qui se retrouvent orphelines fédérales comme jamais auparavant.

M. Tetley ne se souvient pas d'avoir déjà vu pareille situation politique. Même à l'époque des premiers ministres «bleus» John Diefenbaker et de John Stanfield, dans les années 1950 et 1960, les circonscriptions anglophones de Montréal avaient élu quelques députés conservateurs. Même chose sous Brian Mulroney, dans les années 1980.

Le politologue Louis Balthazar, professeur retraité de l'Université Laval et président de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand, estime que c'est par manque de temps que les anglophones ont complètement raté le train du pouvoir fédéral.

«Ils n'ont tout simplement pas eu le temps de se tourner de bord, a-t-il commenté au SOLEIL. Trois semaines à peine, la période durant laquelle Harper est apparu comme le favori, ce n'est pas très long. Surtout après le temps mort qui suit les Fêtes, un moment où rien ne se passe au Québec. De plus, les conservateurs, donnés comme perdants tout l'automne, n'ont pu se trouver de candidats de prestige.»

UNE OCCASION RATÉE

M. Balthazar dit trouver dommage que les «anglos» du Québec aient raté une belle occasion de rejoindre l'évolution des fédéralistes francophones. «Ils n'ont pas saisi à quel point le scandale des commandites dépréciait les libéraux du Québec, soutient-il. Ils y ont vu, comme les autres Canadiens, un scandale comme les autres.»

«En mettant tous leurs oeufs dans le même panier, voilà que les anglophones du Québec se marginalisent tout à coup, en voulant plutôt constituer la majorité, analyse le sociologue Simon Langlois, de l'Université Laval. Ils sont désabusés du Parti libéral, mais ils ne peuvent se résigner à voter conservateur, même en se bouchant le nez. Ils sont piégés.»

Les anglophones de Montréal sont plutôt d'orientation social-démocrate, comme le reste du Québec, fait valoir M. Langlois, qui travaille régulièrement avec des professeurs et chercheurs de McGill.



William Tetley

«Ils me confient même parfois qu'ils voteraient pour le Bloc québécois, dit-il, si ce n'était de son option indépendantiste. Tout simplement parce qu'ils y retrouvent leurs valeurs de centre-gauche.»

Les anglophones de Montréal vont désormais vivre ce que la région de Québec a vécu dans les dernières années en élisant des bloquistes, constatent les deux universitaires. C'est-à-dire l'exclusion du pouvoir.

«Il faut comprendre que les immigrants comptent beaucoup dans le vote libéral anglophone de Montréal, insiste Simon Langlois. Et ces immigrants votent libéral pour faire partie du processus politique décisionnel; ce n'est pas pour rien que les libéraux restent relativement en Ontario, dans les circonscriptions d'immigrants.»

Sauf que cette fois, ils ont raté la cible...

Un seul second dépouillement jusqu'à maintenant

JEAN-FRANÇOIS CLICHE
JFCliche@lesoleil.com

■ Le conservateur ontarien Tony Clement a remporté l'«honneur» d'être le premier député à voir la légitimité de son élection remise en question par un second dépouillement.

Plébiscité dans la circonscription de Parry-Sound-Muskoka par une infime majorité de 21 voix, M. Clement devra donc attendre encore un peu avant de célébrer. La procédure est, dans ce cas automatique, puisque la loi électorale commande un second dépouillement dans toutes les circonscriptions décidées par une marge inférieure à un millième des voix exprimées.

M. Clement a obtenu 18 526 voix, contre 18 505 pour son adversaire libéral Andy Mitchell, jusque-là ministre de l'Agriculture. La différence de 21 votes représente 0,05 % des 46 206 voix exprimées, soit moins que la barre de 0,1 % prévue par la loi.

Il est d'ores et déjà acquis qu'un second dépouillement aura lieu, selon le porte-parole d'Élections Canada André Bernard, bien que les résultats officiels du scrutin devraient être connus dans les jours qui viennent. La validation «peut prendre jusqu'à une semaine», dit M. Bédard.

D'autres procédures juridiques pourraient une fois ce délai passé. Ce pourrait être le cas dans Louis-Hébert, où les résultats préliminaires donnent le conservateur Luc Harvey gagnant par seulement 103 voix. Cette marge équivaut à 0,17 % des 58 888 suffrages exprimés, soit tout juste au-dessus de la «règle du un millième». Si les vérifications en cours avaient pour résultat de retirer 55 votes à M. Harvey, un second dépouillement aurait automatiquement lieu.

Un nouveau dépouillement peut survenir même s'il n'est pas prescrit par la loi, lorsqu'un candidat défait en fait la demande. Bloquistes, libéraux et conservateurs disent tous attendre la publication des résultats officiels pour décider de contester certaines défaites.

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344
	1-866-686-3344
	abonnements@lesoleil.com
Carrières et professions	686-3270
Petites annonces	844-4444
	petitesannonces@lesoleil.com
Promotion	686-3342
Publicité détaillants	686-3435
Publicité générale	686-3270
Rédaction	686-3394
	redaction@lesoleil.com
Renseignements	686-3233

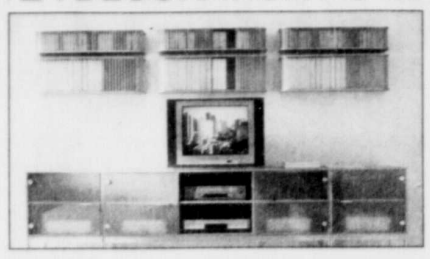
LE SOLEIL, une division de 3834310 Canada Inc., est publié et édité par LE SOLEIL, 410, boul. Charest Est, case postale 1547, succursale Terminus, Québec (Québec) G1K 7J6. LE SOLEIL est imprimé au 5000, rue Hugues-Randin, bureau 4, à Québec (Québec) G2C 2B4, par Transcontinental de la Capitale, une filiale de Transcontinental Inc., 1, place Ville-Marie, bureau 3315, Montréal (Québec), H3B 3N2.

Envoi de publication - Numéro de convention 40065022. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

SAMEDI

DANS LE SOLEIL

LA DÉCORATION AU MASCULIN



Oubliez le *poster* de hockey et ce qui l'accompagne. Les décors masculins actuels contredisent les clichés. L'homme tient sa maison à l'ordre. Dans son intérieur au design épuré, les divers produits sont cachés. Il n'a qu'une vanité avouée : sa quincaillerie audiovisuelle.

Dans le cahier Maison

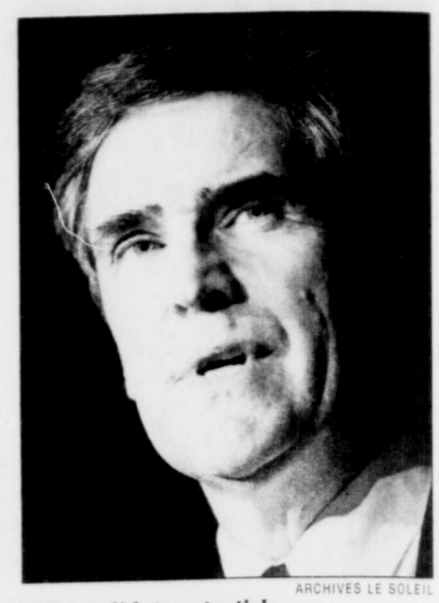
LA REVANCHE DES MURS !



Loft, cuisine à aire ouverte, charmant studio : ces mots sonnent doux aux oreilles des acheteurs potentiels. Cependant, les espaces décloisonnés donnent parfois l'impression d'acheter du vent et les habiter exige un sacré sens de l'organisation.

Dans le cahier Maison





ARCHIVES LE SOLEIL

Frank McKenna et Michael Ignatieff, deux des candidats potentiels

Les prétendants à la succession de Martin soupèsent leurs chances

Stéphane Dion ne « ferme aucune porte »

OTTAWA (PC) — Au lendemain de sa défaite électorale, le chef libéral, Paul Martin, a téléphoné à la gouverneure générale, Michaëlle Jean, pour lui annoncer son intention de démissionner à titre de premier ministre.

L'entretien a eu lieu à 9 h 30, hier, a indiqué Rideau Hall dans un bref communiqué. La démission ne prendra effet qu'au moment de l'assermentation du chef conservateur Stephen Harper comme premier ministre.

En vertu d'une convention constitutionnelle, cette transition doit se faire dans les plus brefs délais, habituellement une dizaine de jours après le scrutin.

M. Martin, qui a connu une campagne électorale difficile, n'a pas voulu rencontrer la presse, hier.

Lundi, deux heures après que les réseaux de télévision aient prédit l'élection d'un gouvernement conservateur minoritaire, le chef libéral avait annoncé qu'il quitterait la direction du parti avant les prochaines élections.

Mais comme il entend demeurer député de la circonscription montréalaise de LaSalle-Émard, on ne sait pas encore s'il siégera comme chef de l'opposition aux Communes d'ici à ce que les militants libéraux lui trouvent un successeur.

Si tel n'était pas le cas, les députés libéraux devraient nommer un chef intérimaire. Lundi soir, Paul Martin a indiqué qu'il consulterait son caucus et les autorités du Parti avant de trancher.

Sous le couvert de l'anonymat, un député libéral a avancé l'idée, tôt hier matin, que ses collègues et lui demandent à M. Martin de rester en poste jusqu'aux prochaines élections, qui pourraient avoir lieu d'ici deux ans.

Paul Martin siégera-t-il comme chef de l'opposition ?

« C'est un homme ambitieux, a expliqué le député. Il veut que nous l'implorions de rester. Je l'appuierais s'il souhaitait continuer. »

Mais en cours de journée, hier, aucun mouvement du genre ne semblait se dessiner. Au contraire, les partisans libéraux commençaient à songer aux éventuels candidats qu'ils appuieront lorsque la course au leadership s'ouvrira.

Stéphane Dion, ministre sortant de l'Environnement, n'a d'ailleurs pas nié qu'il évaluait la pertinence d'être candidat. « Je ne ferme aucune porte et j'ouvre toutes les discussions avec tout le monde », a-t-il affirmé en entrevue téléphonique à la Presse canadienne.

« Je pense qu'on en est tous là. Je ne suis pas vraiment différent d'un autre : on va tous se demander quel est le rôle que chacun pourrait jouer dans l'équipe. »

L'ambassadeur canadien à Washington, Frank McKenna, l'intellectuel Michael Ignatieff, élu lundi en Ontario, le député Maurizio Bevilacqua de même que les ex-ministres Martin Cauchon et John Manley sont les autres candidats pressentis.

Une chose est sûre : les libéraux doivent encore panser la plaie qui a résulté de la lutte fratricide entre les camps Martin et Chrétien. La plupart des militants espèrent une course ouverte, semblable à celle qu'a connue le PQ à l'automne.

ENDETTÉS

Entre-temps, les libéraux devront s'habituer aux plaisirs de l'opposition.

« Je n'ai aucune idée de ce que ça représente, ni des qualités qui sont requises, admet M. Dion. On va apprendre sur le tas, au jour le jour. Mais il va falloir s'enligner très vite, parce qu'on a face à nous deux partis qui sont des professionnels de l'opposition : le NPD et le Bloc. Alors nous devrons apprendre assez vite à former une opposition crédible et constructive. Ce sera la meilleure façon de redonner envie aux Canadiens de nous avoir comme gouvernement. »

La défaite de lundi n'a pas seulement fait perdre le pouvoir au Parti libéral, elle entraînera aussi une détérioration de sa situation financière.

En raison de la baisse du nombre de votes qu'il a reçus par rapport au scrutin de 2004, le parti recevra environ 1 million $ de moins de la part du gouvernement en 2006. En effet, à la suite d'une réforme mise de l'avant en 2003 par l'ex-premier ministre Jean Chrétien, chaque parti qui récolte plus de 2 % des suffrages touche 1,75 $ par vote exprimé.

Les libéraux sont doublement désavantagés : non seulement ils ont perdu des votes, mais ils ont aussi plus de difficulté à récolter des dons privés que les conservateurs.

Selon une rumeur non démentie, les troupes de Paul Martin ont emprunté plus de 30 millions $ pour financer la campagne qui s'est terminée lundi. « Évidemment, on va être endettés, mais quand on regarde la courbe historique d'endettement du Parti libéral, il y a de bonnes raisons d'être très confiants », a assuré le directeur national du Parti, Steven MacKinnon.

Paul Martin a été élu pour la première fois aux Communes en 1988. Il est devenu le 21e premier ministre du Canada en décembre 2003, après avoir été ministre des Finances de novembre 1993 à juin 2002 au sein du gouvernement Chrétien.

Natif de Windsor, en Ontario, M. Martin, 67 ans, a étudié la philosophie et l'histoire avant d'obtenir un diplôme de l'École de droit de l'Université de Toronto ; il a été admis au Barreau de l'Ontario en 1966. Avant de se lancer en politique, il a été cadre chez Power Corporation, à Montréal, et président et chef de la direction de la Canada Steamship Lines, dont il est par la suite devenu propriétaire.

TEST

Suite de la Une

Il a été efficace à représenter le Québec, à signer des ententes majeures dont celles qui reconnaissent l'asymétrie. Je lui souhaite bonne chance ».

En somme, la balle est dans le camp de Stephen Harper, qui a promis d'améliorer le fédéralisme. Le ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes, Benoît Pelletier, abonde dans le même sens. « On a fait des belles choses avec le gouvernement précédent, on va faire des belles choses avec celui-là. Je ne suis pas inquiet. Il s'agit de faire preuve de détermination, de ténacité et de bonne foi. »

Enfin, Jean Charest estime que le résultat de lundi constitue un revers pour le Bloc québécois et le PQ. « MM. Boisclair et Duceppe avaient mis publiquement la barre très haute (plus de 50 pour cent des voix). Alors ils devront en assumer les conséquences maintenant que ce résultat n'a pas été atteint. »

ÉNIGME

Suite de la Une

que le PQ ne désespère pas d'attirer.

La veille, son député de Charlevoix, Rosaire Bertrand, a admis au SOLEIL que pour « gagner les élections et un éventuel référendum, il faudra convaincre les gens de Québec et de Chaudière-Appalaches. Ces gens semblent avoir un vote conservateur (au sens non partisan du terme). Ça me confirme qu'on doit recommencer à travailler fort ».

Hier, le leader du PQ a souligné que « mon grand défi demeure le même : construire un nouveau leadership et aller chercher de nouveaux porte-parole. (...) Le défi sera de rajeunir l'équipe ».

Un organisateur bloquiste a insisté sur le fait que les souverainistes n'ont pas à paniquer devant les maigres résultats. Première thèse, il n'y a pas que le vote fédéraliste qui se divise : les bloquistes ont partagé le leur avec les néo-démocrates et les Verts, notamment dans Charlesbourg. Seconde thèse, les libéraux de Paul Martin se sont « effondrés », gonflant la vague conservatrice dans la région.

« Ce n'est pas le *fun*, ce n'est pas dramatique, s'est fait dire LE SOLEIL. Mais il faut changer les faces » qui apparaissent dans les médias.

GESTE COMPRÉHENSIBLE

Pour surprenant que soit le balayage conservateur sur Québec, le phénomène répète ce qui s'est produit encore récemment lorsque Québec est allé à contre-courant pour élire un député de l'ADQ, a analysé le politologue Réjean Pelletier. Interrogé pendant la soirée électorale, le professeur à l'Université Laval a souligné que des chercheurs se penchent sur le phénomène depuis un moment.



ARCHIVES LE SOLEIL

Le balayage conservateur dans la région de Québec tient du même phénomène que l'élection d'un député adéquiste dans Vanier en 2004.

Mais « c'est toujours une grande énigme » dont les causes sociologiques ne sont pas bien connues. Chose certaine, a-t-il fait observer, « il y a une grande séparation entre l'est et l'ouest » du Québec, au chapitre du vote francophone.

Les sociologues de l'Université Laval Simon Langlois et Gilles Gagné se sont penchés sur la tendance de la grande région à nager à contre-courant. M. Langlois explique le résultat de lundi dans la capitale par deux facteurs. D'abord, un ras-le-bol des libéraux, comme ailleurs au Québec, et une réceptivité à l'argument du pouvoir. « Au Québec, les gens qui voulaient sanctionner les libéraux allaient soit voter conservateur ou Bloc québécois, indique-t-il. Dans la région, les gens se sont dit : "Tant qu'à rejeter les libéraux, aussi bien voter pour le pouvoir." »

Aussi, d'après le sociologue, les habitants de Québec se sentent moins obligés d'enregistrer un vote nationaliste fort à travers le BQ ou le PQ qu'ailleurs dans la province. Ils ne sentent pas que la langue française est menacée, par opposition à Montréal, ou qu'ils tireraient plus de profit qu'à l'heure actuelle d'une augmentation des pouvoirs de l'État québécois, par opposition aux régions.

« J'entendais des commentaires à la radio de gens de Montréal qui lèvent le nez sur Québec, soulève M. Langlois. Au contraire, il ne faut pas oublier que c'est une capitale politique et les gens ont posé un geste politique, c'est-à-dire renverser un gouvernement et participer au pouvoir. Leur geste est très compréhensible. »

BLUES

Suite de la Une

et Vancouver se trouvent au cœur de la vie culturelle du pays. Les grandes institutions y logent, les têtes de réseau de télévision et les grands médias également.

Ailleurs, les élus comme la population ne voient pas nécessairement cet état de fait comme positif et se rebellent contre les investissements fédéraux dans ce domaine d'activité.

La victoire du Parti conservateur inquiète avec raison le milieu culturel et artistique, et le petit nombre de députés sensibilisés à sa cause n'a rien de rassurant. Même la critique du Parti en matière de culture, Bev Oda, se sent bien seule dans son coin.

La synergie qui découle du rassemblement de créateurs à Montréal ou à Toronto, par exemple, ne peut se transposer à Alma ou à Kitchener, là où vivent les nouveaux dirigeants du pays. Quelqu'un devra leur expliquer la situation, et ce quelqu'un ne sera pas à la table du Conseil des ministres.

Le renversement total du pouvoir, au Canada, se reflétera aussi dans tous les débats impliquant les valeurs morales. Bloquistes et libéraux, à Montréal, libéraux et néo-démocrates à Toronto et à Vancouver, partagent les mêmes opinions sur des questions comme le contrôle des armes à feu, le mariage gai ou l'avortement.

Les conservateurs, eux, logent aux antipodes des habitants des trois métropoles sur de tels dossiers. D'accord, ils sont minoritaires et ne pourront pas vraiment bousiller les politiques actuelles.

Mais cela ne fera que les frustrer et M. Harper devra maintenir bien serrée la muselière qu'il a attachée à plusieurs de ses candidats au cours de la campagne électorale s'il veut réussir une percée urbaine à la prochaine occasion.

DEMAIN

DANS LE SOLEIL

Le nouvel an chinois : une fête pour tous les sens !



Dans le cahier
Arts et Vie

Le nouvel an chinois est la fête la plus importante de l'année dans plusieurs pays asiatiques. En 2006, le grand jour aura lieu ce dimanche, 29 janvier. Fête gourmande par excellence, il fait l'objet d'intenses préparatifs culinaires dans toutes les communautés asiatiques, à Pékin autant qu'à Québec...

LENDEMAINS D'ÉLECTIONS

ÉLECTION D'UN GOUVERNEMENT CONSERVATEUR

Le nouveau « beau risque » pour l'ADQ...

MICHEL CORBEIL
MCorbeil@lesoleil.com

■ Pour Mario Dumont, l'accession de Stephen Harper à la tête du gouvernement fédéral représente un « beau risque » pour le Québec et une épine au pied du chef du PQ, André Boisclair. Celui-ci vient de perdre, a dit le chef de l'Action démocratique du Québec, la première période du match référendaire avant même qu'il ne débute.

Hier, M. Dumont n'a pas manqué de se réjouir des résultats de l'élection à Ottawa des conservateurs. Il y a deux semaines, il avait pris le pari risqué d'exhorter les électeurs à bouder le Bloc québécois, une formation devenue un « boulet » pour la province, avait-il dit.

Le leader adéquiste a sauté sur l'occasion pour attaquer son adversaire péquiste. En échouant à rafler 50 % du vote des Québécois, le Bloc met André Boisclair dans l'embarras, a-t-il jugé.

Lundi soir, Gilles Duceppe, le chef du Bloc, a dit vouloir collaborer avec des conservateurs prônant le respect des provinces et une collaboration avec Québec, a insisté M. Dumont. « On ne peut à la fois préparer un référendum imminent et avoir un parti frère, le Bloc, qui, lui, va collaborer au bon fonctionnement (du fédéralisme). André Boisclair est condamné à faire ce que les Québécois lui ont dit : mettre en veilleuse son option. »

Mario Dumont a évoqué le fait que des ténors souverainistes présentent le prochain plébiscite comme un match de hockey : une première période, où le Bloc sera sur la glace pour les élections fédérales, sera suivie par deux autres, l'élection du PQ et le référendum.

Les trois périodes, a illustré Mario Dumont, jamais à court d'images, « sont un peu comme les matchs du Canadien de Montréal. Après la première période, ces temps-ci, c'est fini ».

Selon l'adéquiste, M. Boisclair a la responsabilité de ne pas « pratiquer la politique du pire et faire déraper des arrangements possibles ». En fait, les ouvertures mises de l'avant par M. Harper s'apparentent à ce qui avait amené René Lévesque, le chef fondateur du Parti québécois, à prendre le « beau risque ».

« C'est une main tendue, c'est un nouveau beau risque », a repris M. Dumont. La promesse de régler le déséquilibre fiscal et de ne plus empiéter les champs de compétence des provinces tient d'autant plus que le Parti conservateur du Canada a « un ancrage dans le Québec » avec l'élection de 10 députés.

Du nombre, huit sont de la grande région de Québec. Dans une conversation informelle avec des journalistes, le chef adéquiste a exprimé l'avis que la région est surtout devenue au fil des ans « antipéquiste », plus que fédéraliste.

UNE PARTIE DU MÉRITE

M. Dumont s'est modestement attribué une partie du mérite d'avoir provoqué une percée conservatrice ici. « C'est dans les châteaux forts adéquistes comme la Beauce (où il compte sur trois élus) que la vague conservatrice a levé. »

Mario Dumont ne croit pas que la victoire profite à Jean Charest, même si le premier ministre a déjà été chef et ministre conservateur dans une autre vie politique à Ottawa. « Ça nuira surtout au PQ. C'est lui qui se nourrit des échecs du système. »

M. Dumont a indiqué qu'il a parlé avec M. Harper pour le féliciter, le soir des élections. Non, a-t-il répondu aux journalistes, il n'a pas été question d'une offre pour qu'il fasse le saut en politique à Ottawa, une idée pour laquelle il jure n'avoir aucun intérêt.

... qui n'en est pas un pour le PQ

André Boisclair toujours convaincu que le scrutin fédéral n'affecte en rien la souveraineté

MICHEL CORBEIL
MCorbeil@lesoleil.com

■ L'accession du conservateur Stephen Harper au poste de premier ministre du Canada ne doit absolument pas être comparée à celle de Brian Mulroney, en 1984, lorsque René Lévesque a pris « le beau risque », affirme André Boisclair.

Le chef du PQ a rencontré les médias hier pour faire valoir que les ouvertures faites par M. Harper sont trop timides et trop floues envers le Québec. Selon lui, elles se limitent à « deux choses : régler le déséquilibre fiscal et donner une place au Québec à l'UNESCO. » Les revendications traditionnelles « sont-elles passées à » un mince propos sur l'UNESCO ?

« C'est bien peu, si l'on pense que la dernière fois qu'un premier ministre (M. Mulroney) a proposé quelque chose au Québec, c'était l'accord du lac Meech », dont les demandes sont minimales pour le Québec. M. Boisclair a rappelé que l'échec de cette ronde constitutionnelle avait d'ailleurs propulsé l'appui à l'indépendance à des sommets qui n'ont jamais été égalés.

Le chef du Parti québécois reçoit avec circonspection les engagements de Stephen Harper. « Je pense que ses propos sur le changement risquent d'être des espoirs qui s'envoleront. »

Et il n'y voit surtout pas les germes d'un nouveau « beau risque ». « On n'est pas du tout dans le même contexte. Le "beau risque", c'est un leader conservateur qui se lève de Baie-Comeau pour dire qu'il va tout faire pour que le Québec réintègre dans l'honneur la Constitution canadienne. On est loin de ça. »

Lors de son point de presse, M. Boisclair a insisté sur le fait que les résultats électoraux de lundi recèlent plutôt des bonnes nouvelles pour les péquistes. « Ils confirment l'écrasement des libéraux de Paul Martin et la fin d'une ère de l'arrogance envers le Québec et de la corruption », s'est-il d'abord réjoui.

Il a insisté sur les défaites qu'a infligées le Bloc à des ministres libéraux élus à Montréal, comme Liza Frulla et Pierre Pettigrew. « Ce sont des gains remarquables dans des circonscriptions considérées hors de portée, il y a un an et demi à peine. » Des gains là « où les Québécois issus de l'immigration sont fortement représentés », a-t-il souligné.

André Boisclair a avancé qu'un « vote souverainiste, qui est conservateur, s'est exprimé, en particulier, dans la région de Québec ». Mais la débandade que le Bloc y a connue et l'élection d'une dizaine de députés québécois au sein d'un gouvernement conservateur minoritaire n'aura aucun effet sur la marche vers la souveraineté, a-t-il commenté.

« L'analyse que je vous présentais, la semaine dernière, demeure. Les résultats de l'élection fédérale auront un effet neutre sur le mouvement souverainiste.

« M. Harper dit qu'il a un mandat pour le changement. De quoi parle-t-il, au juste ? Tourner le dos au Protocole de Kyoto (sur les changements climatiques) ? Rouvrir le débat sur le mariage (gai) ? Retirer des contrôles sur les armes à feu ? À cause de la nature des conservateurs, leurs actions pourraient nous avantager », a-t-il ajouté.

André Boisclair a balayé du revers de la main l'analyse du chef adéquiste Mario Dumont voulant que le PQ doive mettre en veilleuse l'option souverainiste. Il a raillé l'adéquiste qui, avec le premier ministre québécois Jean Charest et Stephen Harper, forme « un triangle un peu étrange. Il y a davantage de discorde entre ces trois personnes qu'il y en a dans la grande famille souverainiste » qu'il a présentée comme « unie et solide autour du projet de souveraineté ».

Denis Paradis ne veut pas dire s'il quitte la politique

■ GRANBY — Au lendemain de sa cuisante défaite dans Brome-Missisquoi, Denis Paradis refuse de dire s'il entend mettre un terme à sa carrière politique. L'avocat et viticulteur ignore encore de quoi son avenir sera fait. « J'attribue ma défaite à la division du vote fédéraliste, dit-il. Mon message n'a pas été entendu. Le bloquiste, a ramassé à peu près la même chose que la dernière fois. Le Bloc se maintient à 37 %, 38 %, c'est toujours la même chose. Nous, de l'autre côté, on se divise ça à trois, quatre. Ce n'est pas sorcier, c'est mathématique. » En dépit d'une campagne éprouvante pour les libéraux à l'échelle du pays, Denis Paradis n'a pas vraiment senti venir la défaite. « On savait que ce serait difficile. Si je pensais gagner ? Oui. Mais dans les derniers jours, je ne le savais plus du tout à cause du nombre incalculable d'indécis », explique Denis Paradis. *PC*

1711641

LOTO QUÉBEC — Résultats

Lotto 6/49 — Tirage du 2006-01-24 : 02 03 07 08 14 17 20 23 24 31 / 32 34 37 39 42 44 54 57 60 66

Québec 49 — Tirage du 2006-01-24 : 3 989 4 1019

Extra — Tirage du 2006-01-24 — NUMÉRO 342762

Astro — Tirage du 2006-01-24 : Jour 17 · Mois OCTOBRE · Année 71 · Signe SCORPION

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

SOYEZ TOUJOURS GENTILS AVEC CEUX QUI JOUENT AU 6/49

EN BREF

Que 14 femmes élues au PCC

■ OTTAWA— Le nouveau gouvernement conservateur de Stephen Harper ne compte que 14 femmes, alors que près de la moitié du nouveau groupe parlementaire néo-démocrate est féminin. Dans l'ensemble, les résultats déçoivent néanmoins les groupes qui se consacrent à augmenter la représentativité des femmes en politique. « Il est décourageant de constater que depuis plus d'une décennie, aucun progrès n'a été accompli pour favoriser la présence des femmes en politique, a déclaré Rosemary Speirs, présidente nationale du groupe non partisan A Voix égales. Il y a toujours des femmes exceptionnelles en politique mais il faut arriver à une masse critique pour vraiment obtenir des changements favorables aux femmes — comme des assemblées élues composées d'un tiers de femmes par exemple — qui permettent à leur voix d'être entendue et qu'elles agissent de concert. » Lundi, les femmes ont remporté deux sièges de moins qu'en 2004. *PC*

L'Union des municipalités du Québec surveillera Stephen Harper

■ MONTRÉAL — L'Union des municipalités du Québec espère bien que Stephen Harper demeurera convaincu de la nécessité d'investir dans les infrastructures. « Tout au long de la campagne électorale, il s'est engagé à respecter les ententes signées par les libéraux en ce qui a trait au partage de la taxe d'accise fédérale sur l'essence (1,15 milliard $ au cours des cinq prochaines années pour les municipalités québécoises). Ces sommes sont essentielles au développement de nos communautés et à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens », a avancé M. Jean Perrault, le président de l'Union des municipalités du Québec et maire de Sherbrooke, dans un communiqué. Quant à la promesse conservatrice de résoudre le déséquilibre fiscal avec les provinces, M. Perrault prévoit que le respect de cet engagement offrira au gouvernement provincial la latitude pour s'attaquer au déficit fiscal des municipalités. *PC*

1709425



889$ - 1279$

VARADERO — Cuba — Hotel Palma Real — 3+★ TOUT compris — 7 nuits — samedi, 4 fév. — 889$

PUERTO PLATA — République dominicaine — Casa Marina Beach & Reef Resort — 3+★ TOUT compris — 7 nuits — lundi, 6 fév. — 1099$

PUERTO PLATA — République dominicaine — Bahia Principe San Juan — 4★ TOUT compris — 7 nuits — lundi, 6 fév. — 1179$

PUERTO PLATA — République dominicaine — Occidental Caribbean Village — 3★ TOUT compris — 7 nuits — lundis, 6, 13 fév. — 959$

VARADERO — Cuba — Club Villa Cuba — 3+★ TOUT compris — 7 nuits — samedi, 4 fév. — 1099$

CAYO COCO — Cuba — NH Krystal Villas & Resort (ancien El Senador) — 4★ TOUT compris — 7 nuits — vendredi, 10 fév. — 1259$

VARADERO — Cuba — Cameleon Villas Jibacoa — 3★ TOUT compris — 7 nuits — mardi, 14 fév. — 969$

VARADERO — Cuba — Hotel Palma Real — 3+★ TOUT compris — 7 nuits — mardi, 14 fév. — 1099$

CANCUN — Mexique — Aquamarina Beach Hotel — 3★ TOUT compris — 7 nuits — samedi, 4 fév. — 1279$

1299$ - 1789$

VARADERO — Cuba — Tuxpan Resort Hotel — 3★ TOUT compris — 7 nuits — jeudi, 9 fév. — 1299$

HOLGUIN — Cuba — Playa Costa Verde — 4★ TOUT compris — 7 nuits — dimanche, 12 fév. — 1439$

HOLGUIN — Cuba — Hotel Playa Pesquero — 4+★ TOUT compris — 7 nuits — dimanche, 5 fév. — 1489$

VARADERO — Cuba — Barceló Solymar Beach Resort — 4★ TOUT compris — 7 nuits — samedi, 4 fév. — 1339$

RIVIERA MAYA — Mexique — Catalonia Yucatan Beach — 4★ TOUT compris — 7 nuits — samedi, 4 fév. — 1479$

HOLGUIN — Cuba — Hotel Playa Pesquero — 4+★ TOUT compris — 7 nuits — dimanche, 5 fév. — 1549$

CAYO COCO — Cuba — Tryp Cayo Coco — 4★ TOUT compris — 7 nuits — vendredi, 10 fév. — 1359$

VARADERO — Cuba — Brisas del Caribe — 4★ TOUT compris — 7 nuits — samedi, 11 fév. — 1479$

RIVIERA MAYA — Mexique — Grand Palladium White Sand — 4+★ TOUT compris — 7 nuits — samedi, 4 fév. — 1789$

FORFAIT DU JOUR
HOLGUIN — Cuba — Brisas Guardalavaca — 3★ TOUT compris – 7 nuits — dimanche, 5 février — 1199$

VISITEZ NOLITOURS.COM/lesoleil POUR TOUT SAVOIR SUR CETTE DESTINATION ET SUR PLUS DE 100 AUTRES FORFAITS TOUT INCLUS.

POUR EFFECTUER UNE RÉSERVATION, CONTACTEZ VOTRE AGENCE DE VOYAGE.

clubVoyages 1-877-7-ETOILE 1-877-738-6453 · Voyages Sears Ex magasin 1 866 359-7327 .CA · RÉSEAU ENSEMBLE 1 877 687-4172 · American Express 1-888-454-EXEX · Voyages 1 888 549-5559

Départs de Québec, prix par personne en occupation double en chambre standard, sauf si avis contraire. Les prix incluent les taxes aéroportuaires, la TPS et la TVQ. Les vols sont assurés par Air Transat et les places sont limitées. Les prix annoncés sont en vigueur au moment de la publication et sont valables pour les nouvelles réservations effectuées jusqu'au 27 janvier 2006. Les primes réservez-tôt sont incluses dans les tarifs lorsqu'applicables. La surcharge de carburant est incluse dans les tarifs annoncés. Pour tous les détails et conditions générales, veuillez vous référer à la brochure 2005-2006 de Nolitours. Nolitours est membre de Transat A.T. inc. et titulaire d'un permis du Québec.
Prix excluant, 3,50$/1000$ de services touristiques pour la contribution des clients au fonds d'indemnisation des clients des agents de voyage.

1711513

Prenez le temps de lire ceci

Nous ne sommes pas devenus concessionnaire #1 au Québec en vendant plus cher... Pensez-y!

	Sentra 2006 climatisé	Altima 2006	XTrail TA 2006	Murano 2006
Modèle	C4CG56	T4RG56	W6RG76	L6TG16
Mensualité (+ taxes)	177$	267$	257$	477$
Terme location	60 mois	48 mois	36 mois	48 mois
Dépôt de sécurité	non	non	non	non
kilométrage	24 000	24 000	24 000	24 000
Comptant (+ taxes)	2295$	2995$	3995$	4995$
Mois gratuit Payé par Capitale Nissan	3 mois			

Photos à titre indicatif

NISSAN — DÉCOUVRIR l'insoupçonné

CAPITALE NISSAN

125, rue Marais, Vanier, coin Pierre-Bertrand et de la Capitale 681-0011

MILLIONS DE DOLLARS À REMBOURSER AUX USAGERS

Les centres de soins de longue durée en appellent

GUY BENJAMIN
GBenjamin@lesoleil.com

■ Les 104 centres publics et privés de soins de longue durée ont décidé d'en appeler d'une décision de la Cour supérieure les condamnant à rembourser des millions de dollars pour ne pas avoir lavé gratuitement les vêtements personnels des résidants.

À la fin de l'an dernier, le juge Claude Champagne décrétait que le montant versé mensuellement pour loger dans un foyer d'accueil incluait le lavage des vêtements personnels. En accueillant le recours collectif, le magistrat décrétait en plus que les résidants ou leur famille, dans le cas des personnes décédées, pouvaient réclamer les montants versés depuis juillet 1994 pour l'entretien des vêtements.

Si toutes les familles réclamaient l'argent versé en surplus pour l'entretien des vêtements d'un de leurs proches, la facture pourrait atteindre plusieurs dizaines de millions de dollars.

Les 104 centres visés regroupés au sein de deux associations différentes, l'une pour le public et l'autre pour les établissements privés conventionnés, ont décidé de demander à la Cour d'appel de revoir la décision du juge Champagne. L'appel a été déposé lundi.

Dans le document d'appel, les établissements publics font valoir que c'est de façon réfléchie et concertée qu'ils ont décidé de ne pas offrir le service de lavage gratuit des vêtements. Ils ont plutôt choisi d'utiliser l'argent ainsi économisé pour offrir d'autres services que les membres des familles ne pouvaient prodiguer, alors que les familles pouvaient plus facilement s'occuper de l'entretien des vêtements.

En appel, les établissements publics tenteront de démontrer au tribunal que leur choix a été rendu nécessaire, compte tenu des ressources financières limitées. Ils ont plutôt choisi de privilégier les soins d'hygiène personnelle.

Les CHSLD publics prétendent donc que les résidants n'ont subi aucun dommage puisque les économies sur le lavage des vêtements ont permis de dispenser d'autres soins. Ces établissements entendent démontrer qu'ils ne faisaient aucun profit en agissant de la sorte. Au contraire, ils accumulaient déficit par-dessus déficit, feront-ils valoir à la Cour d'appel.

Les établissements publics sont en désaccord avec la position du juge selon laquelle les résidences publiques et privées conventionnées ont l'obligation selon la loi d'entretenir les vêtements personnels des locataires. Les dirigeants prétendent plutôt qu'il leur appartient de déterminer les soins et services à offrir en fonction des besoins des résidants et des ressources à la disposition des établissements.

La question du financement revient d'ailleurs à de nombreuses reprises dans le document d'appel. Les ressources financières sont à ce point limitées que les centres d'accueil doivent nécessairement faire des choix quant aux services offerts aux usagers, peut-on y lire.

RÉVISION DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE

Inquiétude autour des ressources humaines et financières

CLAUDETTE SAMSON
CSamson@lesoleil.com

Généralement bien accueillie, la révision de la Loi sur la protection de la jeunesse suscite tout de même des inquiétudes. Bien des groupes se demandent ainsi si les ressources nécessaires au soutien intensif des familles en difficulté seront au rendez-vous.

La Commission des affaires sociales entend les commentaires sur le projet de loi 125 pendant trois jours. Hier, des bémols ont été émis sur certaines de ses dispositions.

La question des ressources financières et humaines revient régulièrement. Le projet de loi introduit en effet des délais au terme desquels les parents naturels devront s'être repris en main.

Dans le cas contraire, un projet de vie permanent sera élaboré pour l'enfant. Pendant cette période toutefois, les services sociaux devront offrir un soutien intensif aux parents pour les aider à prendre leurs responsabilités.

La concrétisation de ce soutien est effectivement un enjeu, ont reconnu les directeurs de la protection de la jeunesse (DPJ), qui sont généralement favorables au projet de loi.

Ce sur quoi la ministre déléguée à la Protection de la jeunesse et à la Réadaptation, Margaret F. Delisle, s'est voulue rassurante.

Les DPJ ont par ailleurs plaidé en faveur d'une responsabilisation de l'ensemble de la société. La baisse de services professionnels dans les milieux scolaires, par exemple, a fait en sorte que l'école est devenue le principal signalant des enfants en difficulté.

Trop souvent, a noté une DPJ, on confond services d'aide et services de protection. Au point où cette loi est devenue la solution pour les parents aux prises avec un adolescent récalcitrant à l'autorité.

AUTRES INQUIÉTUDES

D'autres inquiétudes ont été exprimées. La Fédération des familles d'accueil, par exemple, émet des réserves sur la tutelle subventionnée. Une telle option pourrait être offerte à certains enfants pour qui un retour dans la famille naturelle se révèle impossible, mais pour qui l'adoption n'est pas non plus une solution.

Les tuteurs auraient les responsabilités parentales légales, tout en continuant à recevoir un soutien financier.

La Fédération craint que des pressions soient exercées sur les familles d'accueil qui gardent déjà ces enfants, et qu'en cas de refus, les enfants leur soient retirés, pour être confiés à d'autres intéressées par la tutelle. Cela irait à l'encontre de l'objectif de stabilité pour les enfants, disent ses représentants.

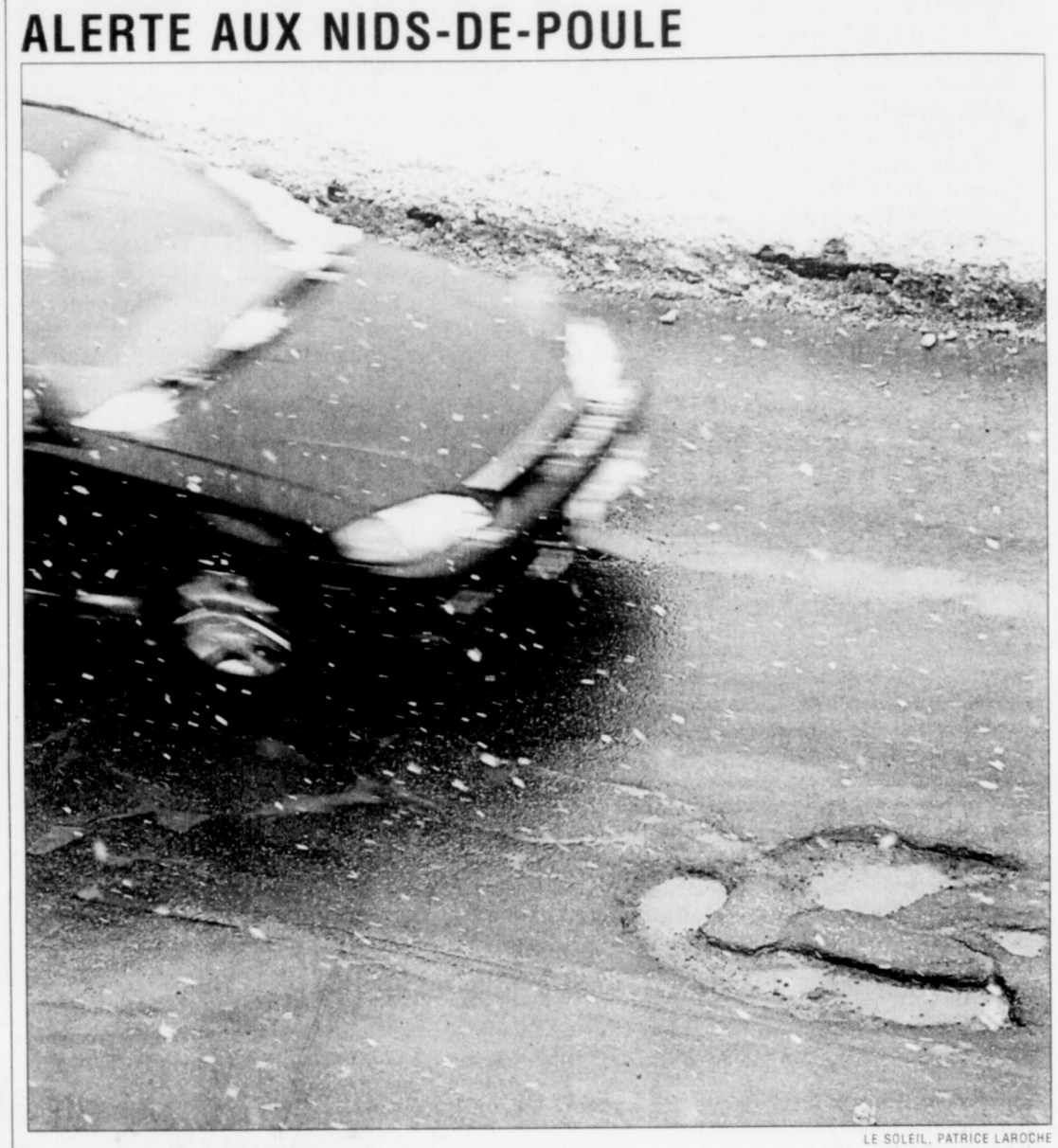
Un groupe de chercheurs s'est quant à lui inquiété des délais proposés avant de statuer sur l'avenir de l'enfant. Il faut que ces délais soient des repères, mais pas des automatismes. Autrement, disent-ils, il y aura des « effets pervers ».

Le projet de loi prévoit l'élaboration d'un projet de vie permanent après 12 mois si l'enfant a moins de deux ans, après 18 mois s'il a de deux à cinq ans, et après 24 mois s'il a six ans ou plus.

La Confédération des organismes familiaux du Québec s'est quant à elle inquiétée de la place qui sera faite aux familles élargies, et particulièrement aux grands-parents, à l'intérieur de la loi révisée.

À cela, la DPJ Sonia Gilbert rétorquait en aparté de la commission que les grands-parents et la famille élargie sont toujours considérés lors d'une prise de décision. Près du tiers des enfants placés le sont d'ailleurs dans leur famille élargie. Mais il faut comprendre, dit-elle, que si bien des parents ont des problèmes, c'est qu'ils ont subi eux-mêmes les carences de leurs propres parents… devenus grands-parents.

ALERTE AUX NIDS-DE-POULE



LE SOLEIL, PATRICE LAROCHE

Avec 2500 kilomètres de rues et un temps qui joue au yo-yo, les nids-de-poule refont leur apparition dans les rues de Québec. Véritables plaies pour les automobilistes, ils causent parfois des ulcères aux impatients, à moins que ce ne soit des crises de nerfs. « On profite des périodes de redoux pour combler les trous entre deux tempêtes », affirme Jacques Perron, de la Ville de Québec. Leur réparation ampute, chaque année, environ 500 000 $ au budget de la Ville. Et comme c'est le cas depuis plusieurs années, la Ville mettra bientôt une ligne téléphonique à l'intention des automobilistes qui pourront ainsi signaler les endroits maudits. Une autre façon de dénoncer ces horribles trous, c'est de les rapporter dans le site Internet du CAA-Québec (www.caaquebec.com/fr/automobile/nids.asp). En fin d'après-midi, hier, on rapportait déjà 237 inscriptions pour la grande région de Québec. En 2005, 1874 messages avaient été comptabilisés. « On consulte cette liste, affirme Jacques Perron. C'est un service auquel on tient beaucoup. »

ÉTUDE AMÉRICAINE

2005, l'année la plus chaude du siècle

NEW YORK (AP, PC) — L'année qui vient de passer aura été la plus chaude depuis un siècle, surpassant même 1998, selon une récente étude américaine.

Selon le directeur du Goddard Institute for Space Studies de la NASA, James Hansen, les chercheurs ont calculé que 2005 a produit la température terrestre mondiale moyenne la plus élevée depuis qu'elle est mesurée à l'aide d'instruments, c'est-à-dire depuis le début des années 1800. Ces résultats viennent confirmer une prédiction faite par l'Institut en décembre dernier.

Selon M. Hansen, il est également important de noter que 2005 a atteint le niveau de chaleur de 1998 sans l'aide d'un courant marin comme *El Nino* qui, cette année-là, avait poussé les températures vers le haut.

En 30 ans, la Terre s'est réchauffée de 0,7° C

Au cours des 30 dernières années, la Terre s'est réchauffée de 0,7 degré Celsius au total. La planète bleue a ainsi, selon James Hansen, atteint sa plus haute température depuis 10 000 ans. Il ajoute que c'est l'accumulation des gaz à effet de serre qui en est la principale cause.

Jaw Lawrimore, de l'organisme fédéral National Climatic Data Center » avance pour sa part que 2005 arrive bonne deuxième derrière 1998. Mais il admet toutefois que d'autres analyses « montreront effectivement que 2005 fut légèrement plus chaude que 1998 ».



PC

Le soldat William Saliken a été le premier des trois blessés à être transféré de l'avion à une ambulance, à Edmonton, hier.

BLESSÉS EN AFGHANISTAN

Les trois soldats canadiens de retour au pays

OTTAWA (PC) — Les trois soldats canadiens gravement blessés lors d'une attaque suicide le 15 janvier dernier en Afghanistan ont été rapatriés, hier, à bord d'un avion des Forces armées canadiennes.

Des membres de leurs familles ainsi qu'une équipe médicale canadienne ont accompagné les soldats lors de ce vol de neuf heures reliant Ramstein, en Allemagne, à la base d'Edmonton, en Alberta.

Le caporal Jeffrey Bailey, qui a été le plus sérieusement blessé dans l'attentat, a pu prendre le vol à la dernière minute, son état étant jugé assez stable pour pouvoir revenir au Canada, selon ce qu'a rapporté au téléphone le major Nick Withers.

« Bailey a passé une bonne nuit, a expliqué le major Withers. Ses besoins en oxygène ont diminué et la pression dans le crâne a également baissé.

« Ce fut un transfert extrêmement complexe depuis l'unité des soins intensifs jusqu'à l'avion, a-t-il ajouté. Ça a pris plus de temps que prévu mais le tout s'est fait de manière sécuritaire. »

Jeffrey Bailey, originaire d'Edmonton, et le soldat William Salikin, de Grand Forks, en Colombie-Britannique, ont souffert de graves blessures à la tête à la suite de l'attaque perpétrée près de Kandahar. Le caporal-chef Paul Franklin, originaire d'Halifax, a perdu, pour sa part, une partie de la jambe gauche.

Les trois hommes ont passé la dernière semaine à l'hôpital militaire américain de Landsthul, en Allemagne.

Les funérailles du diplomate canadien Glyn Berry, qui a trouvé la mort dans l'attaque de Kandahar, seront célébrées demain à l'église St-Martin-in-the-Fields de Londres, en Grande-Bretagne, son pays d'origine.

RÉFORME ÉLECTORALE

Les Inuits réclament une circonscription

NORMAN DELISLE
Presse canadienne

Les Inuits du Nord québécois veulent avoir leur propre circonscription électorale à l'Assemblée nationale, pour y élire un député de leur choix.

« Nous attendons une réponse favorable du Québec, en retour des efforts des Inuits pour jouer un rôle de plus en plus grand dans la vie politique québécoise », ont expliqué hier devant la commission spéciale sur la réforme électorale deux représentants inuits, Maggie Emudluk, présidente du gouvernement régional Kativik, et Pita Aatami, président de la Corporation Makivik.

Il n'y a que 11 000 habitants au Nunavik. La création d'une circonscription électorale exige habituellement la présence d'environ 50 000 électeurs. Mais les leaders inuits ont plaidé qu'il existe une exception qu'on pourrait imiter : celle des Îles-de-la-Madeleine, qui constitue une circonscription, même s'il n'y a que 14 000 électeurs.

Actuellement, le Nunavik est incorporé dans la circonscription d'Ungava, où le vote des Inuits est mêlé à celui des électeurs de Chibougamau, de Chapais, de Lebel-sur-Quévillon et de Matagami, et à celui des Cris de la baie James.

« La nation inuite est différente des populations qui vivent dans la partie sud du comté d'Ungava. Les gens du Nunavik ne sont pas informés des thèmes électoraux débattus dans le sud. Une forte proportion d'entre eux est unilingue et ne parle que l'inuktitut. C'est pourquoi le taux de participation des Inuits à une élection est si bas », mentionne le mémoire fourni par les représentants des Inuits.

Pour appuyer leur demande, Mme Emudluk et M. Aatami ont fait valoir que la situation vécue au Nunavik est carrément différente de celle du reste du Québec.

Les 11 000 Inuits vivent sur un territoire de 81 000 km carrés ; ils sont répartis dans 14 villages éparpillés le long des côtes de la baie d'Hudson et de la baie d'Ungava, et vivent principalement de chasse et de pêche.

Leur démographie est à l'opposé de celle du Québec puisqu'il y a très peu de personnes âgées, mais que 60 % de la population a moins de 25 ans. Ils jouissent d'un régime juridique spécial, qui leur est reconnu par la Convention du Nord québécois.

Ils sont moins bien équipés en services que le reste du Québec, que ce soit en ressources de transport ou en approvisionnement d'eau potable. De plus, le coût de la vie est incomparable : la nourriture, qui arrive en totalité du sud par transport aérien, coûte le double, et le prix moyen d'une résidence de 1500 pieds carrés est de 375 000 $.

« Nous demandons en conséquence à la commission sur la réforme électorale de contourner les exigences numériques prévues dans la loi, et de créer une circonscription électorale pour le Nunavik », ont réclamé Pita Aatami et Maggie Emudluk pour le peuple inuit.

La requête des Inuits a obtenu l'appui du député péquiste d'Ungava, Michel Létourneau, dont la circonscription inclut actuellement le Nunavik.

« J'appuie ce projet légitime de scinder l'actuelle circonscription d'Ungava pour que le Nunavik et la baie James soient représentés directement à l'Assemblée nationale », a déclaré le député Létourneau.

EN BREF

SÉCURITÉ

Parrainer un HLM

■ La police de Québec lance cette semaine son projet Habitaction qui vise à augmenter le sentiment de sécurité des résidants des habitations à loyer modique (HLM) des arrondissements de Limoilou et de la Cité. L'initiative permettra aux policiers de se rapprocher tant des groupes ethniques et des personnes défavorisées que des jeunes et des personnes âgées. Ce sont des patrouilleurs de ces quartiers qui ont orchestré la mise en œuvre du projet. Ceux-ci comptent rencontrer personnellement 60 % des résidants des immeubles visés. Au besoin, ils les aideront et les orienteront vers des services adéquats. Déjà, chacun a reçu une lettre leur annonçant le fonctionnement du projet. Du coup, la police pourra faire de la prévention et mieux réprimer la criminalité, croit-on. *Jean-François Néron*

Odeur suspecte

■ Une simple vérification pour une infraction au Code de la sécurité routière a permis l'arrestation de deux individus qui transportaient quelque 60 000 $ de cannabis. Les policiers de la Sûreté du Québec ont intercepté le véhicule lundi en fin d'après-midi au km 160 de la route 175 Nord. Le policier a senti une forte odeur de marijuana lorsque le conducteur a ouvert la vitre de l'automobile. Une fouille a permis de mettre la main sur quelque 4 kg de drogue d'une valeur d'environ 60 000 $. Jean-Nicolas Riverin, 28 ans de Shipshaw, et Steve Girard, 30 ans de Saint-Isodore, ont comparu hier au palais de justice de Québec pour répondre à des accusations de possession dans le but de trafic et trafic de marijuana. Ils reviendront devant la Cour aujourd'hui. *Jean-François Néron*

FRAUDE ET HARCÈLEMENT

32 mois de prison

■ MONTRÉAL — Giancarlo Sulano a été condamné hier à 32 mois de prison pour des fraudes et une affaire de harcèlement. Entre les mois d'octobre et décembre 2004, l'accusé âgé de 32 ans a pris les grands moyens pour empoisonner la vie de son ex-conjointe et de sa belle-famille. Il a notamment appelé 14 000 fois son ex-compagne sur son lieu de travail, paralysant le système téléphonique. Il a aussi annulé les cartes de crédit de plusieurs membres de son ancienne belle-famille. Il a compromis également l'importante fusion entre les brasseries Coors et Molson. Il s'est fait passer pour un policier qui enquêtait sur un délit d'initié impliquant sa belle-sœur, qui est un cadre important chez Molson. Le juge Michel Duceppe, de la Cour du Québec, a parlé d'un génie diabolique. Sulano avait déjà plaidé coupable à 12 chefs d'accusation. *PC*

Délateurs menaçants

■ MONTRÉAL — La Sûreté du Québec prend au sérieux les témoins repentis qui pensent recourir à la violence pour faire avancer leur cause. Reconnu comme un spécialiste en explosifs, l'un d'eux menacerait de faire un coup d'éclat « à la Timothy McVeigh », auteur de l'attentat qui a fait 168 morts et plus de 500 blessés en Oklahoma, en 1995. Fabulations, chantage, menaces en l'air. Peu importe, l'ancien président de l'Association des témoins spéciaux du Québec (ATSQ), Jim Boivin, n'a pris aucun risque et a informé les autorités des sordides projets qui hantent les pensées de certains collaborateurs de police qui soutiennent avoir été floués par le système judiciaire. « On a une arme pointée sur la tempe en permanence. On se sert de notre vulnérabilité pour nous contrôler, nous faire chanter », affirme Jim Boivin, ex-agent source de la SQ. Après des années de vains pourparlers avec le gouvernement québécois, il n'est pas surpris — même s'il désapprouve la violence — que certains veuillent prendre les grands moyens pour faire respecter leur contrat de délateur. *PC*

DÉTENU À CUBA

Il aurait blessé un masseur

■ OTTAWA — Un homme de la région d'Ottawa retenu de force dans sa chambre d'hôtel de Cayo Coco, à Cuba, parce qu'il a fracturé la cheville d'un masseur cubain, espère que l'ambassade canadienne pourra l'aider à se sortir de cette fâcheuse situation. Mais le gouvernement ne peut pas grand-chose pour Clyde Carrière, à part s'assurer que les droits du Canadien soient respectés, a déclaré hier un porte-parole du ministère des Affaires étrangères. « On ne peut pas s'ingérer dans la justice cubaine », a déclaré Réjean Beaulieu. Selon M. Beaulieu, ce sont les autorités cubaines qui décideront du sort de Clyde Carrière. « Je suis inquiet. Je me trouve dans un pays différent et dont je ne connais pas le système (judiciaire) », a confié Clyde Carrière, âgé de 37 ans, depuis sa chambre d'hôtel, hier. Vendredi dernier, les autorités cubaines ont refusé de laisser M. Carrière quitter le pays avec son épouse Lynne, 36 ans, et ses deux enfants. Clyde Carrière est retenu à son hôtel après s'être bagarré avec un homme qu'il avait embauché pour qu'il donne un massage à son épouse. Lynne Carrière affirme qu'au cours de la séance de massage, le masseur a touché sa poitrine et l'a embrassée sur le front, en lui disant qu'elle était belle. La mère de deux enfants âgés de cinq et sept ans est partie sans payer. C'est lorsque le masseur a voulu se faire payer plus tard, sur la plage, que M. Carrière l'aurait poussé, lui brisant une cheville. Il devra subir une intervention chirurgicale. *PC*

MEURTRE D'UN TRAFIQUANT

L'accusé, Denis Delisle, invoque la légitime défense

RICHARD HÉNAULT
RHenault@lesoleil.com

■ C'est en légitime défense que Denis Delisle affirme avoir agi en tuant un trafiquant de drogue de 47 coups de couteau après que la victime lui en eut asséné un, en juin 2004 à Québec.

L'avocat de l'accusé, Me Sébastien St-Laurent, a appuyé sa plaidoirie hier sur le témoignage rendu devant le jury par l'accusé. D'entrée de jeu, client et avocat ont admis que Delisle a causé la mort du jeune trafiquant de 25 ans.

Toutefois, soutiennent-ils, Delisle a agi par instinct de défense et de survie. « Il ne réalisait pas les conséquences de ce qu'il faisait par instinct après avoir été lui-même poignardé et sous l'influence de stupéfiants », a déclaré Me St-Laurent.

Suivant son témoignage, l'accusé a saisi un gant se trouvant dans le logement de l'amie chez laquelle il se trouvait afin de dissimuler le couteau dont il s'était muni. Lors d'une transaction survenue un peu plus tôt, le trafiquant avait prévenu Delisle que ses « boss » viendraient le collecter, ce qui avait incité l'accusé à apporter le couteau pour se défendre, le cas échéant. Dans la voiture du trafiquant, il a demandé que ce dernier lui fasse crédit, car il n'avait plus d'argent pour se procurer de la cocaïne.

La victime a refusé et le ton a monté. La victime, toujours selon Delisle, a saisi le couteau et il en a reçu un coup à la cuisse. L'individu aurait arraché l'arme blanche des mains de la victime qui faisait la moitié de son poids.

Par la suite, son « bras allait tout seul », a rappelé Me St-Laurent en citant le témoignage de son client. Celui-ci a dit avoir pris panique et « perdu la carte ». Il ne se serait même pas assuré de vérifier si le trafiquant était mort avant de quitter les lieux.

Pour la poursuite, le procureur de la Couronne, Me Dominic Bouchard, a soutenu que Delisle a commis un meurtre prémédité. La thèse de la légitime défense, a souligné le procureur, n'a été soulevée que durant le procès entrepris il y a deux semaines.

Après le drame, Delisle n'en a parlé ni à son amie ni à l'enquêteur qui l'interrogeait. « Il fallait pas qu'il parle », a-t-il au contraire déclaré à son amie. Selon celle-ci, Delisle lui a répondu avant d'aller rejoindre le trafiquant qu'il allait se débrouiller en dépit du fait qu'il n'avait plus d'argent.

Par la suite, l'accusé a indiqué que le trafiquant était prêt à tout lui donner sans résistance. « Y est mort », a-t-il dit au sujet de la victime.

Selon Me Bouchard, Delisle savait très bien qu'il ne pouvait se contenter de menacer le trafiquant à la solde du crime organisé. Le procureur s'est dit convaincu que la victime n'avait jamais menacé Delisle avant de mourir.

Ce dernier n'avait qu'une seule idée, d'assurer le procureur : aller rejoindre le trafiquant, le tuer et le voler. Il avait pris un gant pour ne pas laisser de traces. Quant au coup de couteau qu'il a reçu à cuisse, il se l'est lui-même donné à travers les 47 donnés à la victime.

Le juge Richard Grenier, de la Cour supérieure, doit compléter ses directives au jury aujourd'hui, puis celui-ci amorcera ses délibérations.

Le juge complétera aujourd'hui ses directives

1711700

SURFEZ À VOLONTÉ,
ENVOYEZ DES COURRIELS
AU MONDE ENTIER
OU LAISSEZ VOTRE
ORDINATEUR FERMÉ.

Accès Internet sans fil en classe *VIA 1*.*

VIA Rail Canada MC
LA FAÇON HUMAINE DE VOYAGER
viarail.ca

*Disponible à bord de certains trains et dans les salons Panorama. Détails sur notre site Web.
MC Marque de commerce propriété de VIA Rail Canada inc.

1711506

Ces spéciaux sont en vigueur jusqu'au lundi 30 janvier 2006, dans toutes nos succursales. Ouvert 7 jours, 7 soirs de 9h à 21h.

Tomates rouges de serre
importées
préemballées
catégorie no 1
4,34 $ /kg
1,97 $ la livre

FRUITS ET LÉGUMES FRAIS
Le JARDIN MOBILE

Avocats «Hass»
importés
grosseur #20
catégorie no 1
2 POUR 97 ¢

Champignons frais
entiers
BLANCS
de l'Ontario
catégorie no 1
97 $ le contenant
contenant de 227 grammes

Laitue frisée verte
de la Californie
grosseur #24
catégorie no 1
97 ¢ chacune

Procurez-vous
LE SOLEIL,
au prix spécial de 47¢, taxes incluses,
TOUS LES SAMEDIS
JUSQU'AU 1er AVRIL 2006
dans toutes les succursales
Le Jardin Mobile

Melon de miel
importé
grosseur #9
catégorie no 1
1,97 $ chacun

Choux de Bruxelles
importés
catégorie no 1
1,47 $ le contenant
contenant de 300 grammes

Ces spéciaux sont en vigueur dans toutes nos succursales aux dates mentionnées ci-haut ou jusqu'à épuisement des stocks. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Photos à titre indicatif seulement.

1711466



Faites le plein de pleins.

En location et à l'achat de l'un de ces véhicules

Obtenez 500 $ en carte d'essence†

Cette somme peut être également convertie en accessoires Honda.

Ridgeline LX 2006

Prix de location
398 $* par mois/48 mois | **0 $** dépôt de sécurité

Incluant
96 000 km • Option 0 $ comptant disponible
Transport et préparation inclus en location seulement.

Route : 10,1 L/100 km**

Camion de l'année
– *Motor Trend*

Meilleure nouvelle camionnette
– *AJAC*



Ridgeline EX illustré



Pilot EX-L illustré

Pilot LX 2006

Prix de location
398 $* par mois/48 mois | **0 $** dépôt de sécurité | **Route : 9,7 L/100 km****



Odyssey EX-L illustré

Odyssey LX 2006

Prix de location
348 $* par mois/48 mois | **0 $** dépôt de sécurité | **Route : 8,5 L/100 km****



Element illustré

Element 2006

Prix de location
268 $* par mois/48 mois | **0 $** dépôt de sécurité | **Route : 8,5 L/100 km****

hondaquebec.ca

OUI, ON A FAIT LE PLEIN
Tous les véhicules Honda sont livrés avec un réservoir plein.

HONDA

L'Association des concessionnaires Honda du Québec

Pour obtenir l'adresse d'un concessionnaire près de chez vous, visitez hondaquebec.ca ou composez le 1 888 9-HONDA-9.

*Les offres de location-bail sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur acceptation du crédit. Cette offre porte sur les véhicules neufs 2006 mentionnés ci-après. Période de location de 48 mois. Pour les véhicules, sont identifiés : a) le paiement mensuel, b) le montant initial requis ou échange équivalent, c) le montant au terme de la location. Odyssey LX (modèle RL3826E) : a) 348 $, b) 7 132 $, c) 23 836 $. Ridgeline LX (modèle YK1646E) : a) 398 $, b) 6 508 $, c) 25 612 $. Pilot LX (modèle YF1816E) : a) 398 $, b) 6 941 $, c) 26 045 $. Element (modèle YH1726PL) : a) 268 $, b) 5 638 $, c) 18 502 $. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12 $ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus en location seulement. Frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Photos à titre indicatif. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. **EnerGuide pour 2006 publiées par NRCan. Consommation de carburant ordinaire sans plomb. Véhicules à transmission automatique. †Les offres ne sont pas transférables ou être jumelées. Valide seulement chez vos concessionnaires participants. Offres d'une durée limitée sujettes à changements sans préavis par le manufacturier.

RÉTROCESSION DE TERRAINS À WENDAKE

Une véritable consultation populaire exigée

Les citoyens de Loretteville se serviront de l'appui du RMQ pour les conseils de quartier

CLAUDE VAILLANCOURT
CVaillancourt@lesoleil.com

■ Le conseil de quartier de Loretteville va se servir de l'appui du Renouveau municipal de Québec en faveur des conseils de quartier pour exiger la tenue d'une véritable consultation populaire sur l'entente de rétrocession de plus de 1000 acres de terrains aux Hurons-Wendat, en 2000, et de ses effets à long terme sur les relations entre autochtones et Blancs.

La rétrocession d'une partie de ces terrains devant permettre la construction d'un hotel-musée et d'une agora, d'ici 2008, semblait chose acquise depuis que la mairesse Andrée Boucher avait laissé entendre qu'il lui paraissait difficile de se soustraire à cette obligation légale consécutive à la signature de l'entente entre les Hurons-Wendat et le gouvernement fédéral.

M^me^ Boucher précisait même que ce serait inutile de laisser de faux espoirs aux citoyens mais n'avait pas dit clairement si elle endossait la position de l'ancien maire. Celui-ci est revenu sur sa décision en annulant la tenue d'une telle consultation à la fin de son mandat.

« On demande à notre conseil d'arrondissement (Haute-Saint-Charles) de nous autoriser à tenir cette consultation voulue par nos citoyens », a lancé le président du conseil de quartier, Michel Champoux. « Si les quatre conseillers s'y objectent (deux indépendants et deux membres de l'équipe d'Anne Bourget), nous utiliserons notre "pouvoir d'autorité" pour agir seuls », a aussi précisé M. Champoux.

Mais le conseiller indépendant Raymond Dion n'a pas tardé à prendre position : il réclame lui-même la tenue d'une consultation.

C'est même lui qui a amené le conseil de quartier à adopter une telle position, en lançant une forte attaque contre le chef de l'opposition à l'hôtel de ville de Québec, Ann Bourget.

« Le RMQ a établi une politique de consultation publique en 2003. Je la fais mienne », a-t-il établi d'entrée de jeu. « En tant que conseiller indépendant, je suis favorable à l'existence des conseils de quartier. Mais je trouve pour le moins singulier que le RMQ bafoue les intérêts des citoyens de Loretteville en n'autorisant pas cette consultation publique. Le RMQ doit être conséquent avec les politiques qu'il a établies. »

Car les conséquences de l'acceptation de l'entente fédérale-autochtone de 2000 sont importantes, soutient M. Dion.

Le conseiller de Loretteville a révélé que la Ville de Québec semblait prête à céder aux Hurons une partie du terrain de l'ancienne tannerie Cantin — où sera localisé l'hôtel-musée — alors que le ministère de la Culture s'est opposé, en novembre, à une demande de la Corporation de développement des chutes Kabir-Kouba qui, en 2002, voulait faire de l'endroit un site protégé. Un boisé de 90 000 pieds carrés borde la rivière. « Le ministère a refusé la demande parce que les Hurons s'y sont objectés », de dire M. Dion.

Le conseiller répète qu'il ne veut pas s'opposer au développement économique des Hurons-Wendat mais que cela doit se faire dans l'harmonie. « On ne doit pas faire à la sauvette un projet qui va ruiner la confiance entre les deux collectivités », insiste-t-il. « Les contraintes qu'on va se donner sont porteurs de notre avenir », a-t-il conclu.

1711044



19$
Samsung a740
Édition limitée

Espace Bell

ALMA
Plaza 1
(418) 662-0469

AMQUI
114, boul. St-Benoît O.
(418) 629-6430

BAIE-COMEAU
997, boul. Laflèche
(418) 295-1294

CHICOUTIMI
1915, boul. Talbot
(418) 696-0506

Place du Royaume
(418) 693-1188

DOLBEAU
1471, boul. Walberg
(418) 239-0063

GASPÉ
157, boul. de Gaspé
(418) 368-5004

HAVRE ST-PIERRE
1111B, rue Boréale
(418) 538-1301

JONQUIÈRE
Galeries Jonquière
(418) 695-0238

LÉVIS
104, route
Président-Kennedy
(418) 837-0222

Galeries Chagnon
(418) 833-3848

MARIA
111, boul. Perron O.
(418) 759-5225

MATANE
Les Galeries du Vieux Port
(418) 562-0235

PASPÉBIAC
108 boul. Gérard-D.-Lévesque Est
(418) 752-2003

QUÉBEC
1171, boul. Charest Ouest
(418) 687-2121

1100, rue Bouvier
Bureau 350
(418) 627-6000

Les Galeries de la Capitale
(418) 627-2555

Place Fleur-de-Lys
(418) 529-9292

RIMOUSKI
341, 2^e^ Rue Est
(418) 722-7717

76, rue St-Germain Ouest
(418) 723-0999

RIVIÈRE-DU-LOUP
Centre commercial
Rivière-du-Loup (kiosque)
(418) 868-8888

SEPT-ÎLES
1230, boul. Laure
(418) 962-6568

STE-FOY
2785, boul. Laurier
(418) 650-1000

Place Laurier
(418) 658-8678

ST-GEORGES-DE-BEAUCE
Carrefour St-Georges
(kiosque)
(418) 228-5521

ST-NICOLAS
585, route 116
(418) 831-2355

Bell Mobilité

BEAUPORT
Inter Cellulaire enr.
488, boul. Rochette
(418) 660-9909

QUÉBEC
CBCI Telecom inc.
2800, St-Jean-Baptiste
Bureau 100
(418) 626-1800

ROBERVAL
Cellulaire Chic
612, boul. Marcotte
(418) 275-0606

Aussi offert chez ces détaillants :

place aux
vrais athlètes
sur votre cellulaire

• **Contenu exclusif sur les Jeux d'hiver**
Téléchargez des jeux, des sonneries, des alertes textes et des images sur votre cellulaire.

• **10 000 $ en or massif à gagner**
Participez au concours Visez l'or avec Bell sur bell.ca/victoires[1].

• **Programme « *À nous le podium en 2010* »**
À chaque activation, Bell fera un don de 100 $ au programme « À nous le podium en 2010 »[2].

En prime : 6 mois d'appels illimités partout au Canada[3]

Fier commanditaire
Équipe olympique canadienne

bell.ca/victoires | 1 888 4MOBILE

Bell

L'offre prend fin le 26 février 2006 ; avec une nouvelle activation d'un appareil dans le cadre d'un engagement de 3 ans à n'importe quel forfait Tout-en-un. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent avec tout engagement. Services et options offerts avec les appareils compatibles, dans les zones de couverture 1X Mobilité de Bell, là où la technologie le permet. Des frais d'interurbain et d'itinérance (y compris impôts étrangers) peuvent s'appliquer à l'extérieur des zones de couverture Mobilité de Bell. Avec tout téléchargement, des frais pour le contenu et l'utilisation du service Internet mobile peuvent s'appliquer. Prix/offres et options sujets à changement sans préavis et ne peuvent être combinés avec aucune autre offre. Taxes en sus. Jusqu'à épuisement des stocks. Photo à titre indicatif. Pas disponibles dans tous les magasins. D'autres conditions s'appliquent. (1) Aucun achat requis. À gagner : un grand prix de 10 000 $. Le concours se termine le 26 février 2006. Ouvert à tous les résidants du Québec, de l'Ontario, de l'Alberta et de la Colombie Britannique qui ont atteint l'âge de majorité dans leur province de résidence. Les chances de gagner dépendent du nombre de participations. Une bonne réponse à une question d'habilité mathématique est requise. Pour tous les détails et les règlements du concours visitez bell.ca/victoires. (2) Jusqu'à un maximum de 5 millions de dollars en dons. (3) Avec une nouvelle activation dans le cadre d'un engagement de 3 ans à forfait Tout-en-un (à l'exclusion des forfaits Famille) en plus de l'abonnement soit à un ensemble Propulsion, au service 10-4, à un forfait BlackBerry ou au service LibreContact. Si vous retirez un de ces services pendant la période promotionnelle, vos appels illimités partout au Canada seront remplacés par des appels locaux illimités jusqu'à la fin de la période promotionnelle. S'appliquent aux appels interurbains faits à partir du et vers le Canada, dans la zone de couverture Mobilité de Bell. Après la période promotionnelle de 6 mois des appels illimités au Canada, le tarif régulier s'applique.
MC©2005, COVAN. Utilisés sous licence.

LE MONDE

JOUR D'ÉLECTIONS DANS LES TERRITOIRES PALESTINIENS

Abbas dit craindre la percée du Hamas

Sept groupes armés se sont engagés hier à faire régner le calme

■ (AFP et AP) — Le leader palestinien Mahmoud Abbas a indiqué attendre avec « inquiétude » l'issue des élections législatives d'aujourd'hui, craignant une forte percée du mouvement radical Hamas, dans un entretien diffusé hier soir par la chaîne de télévision ABC.

« Je suis inquiet. Je ne peux pas dire que je suis décontracté. Je suis inquiet parce que je voudrais voir le résultat de ces élections », a-t-il déclaré au reporter sur place.

Il a également admis qu'il n'aurait jamais prédit il y a cinq ans que le mouvement Hamas puisse avoir sa popularité actuelle, en estimant que le Fatah en était en partie responsable. « C'est la conséquence des erreurs du Fatah, c'est l'une des raisons », a-t-il dit. Il a estimé que le Hamas chercherait à imposer ses vues tant en matière religieuse que sur le plan de la justice.

« Bien sûr, ils essaieront, mais je ne crois pas qu'ils y parviendront dans notre communauté », a-t-il ajouté.

Pour sa part, un dirigeant du Hamas, Mahmoud Zahar, a déclaré dans un entretien séparé qu'il n'accepterait de négocier au travers de tiers avec Israël que si l'État hébreu « libère nos partisans des prisons israéliennes » et « s'il évacue la Cisjordanie ».

Interrogé sur ce que le Hamas serait prêt à accorder en réciprocité, le leader du Hamas a écarté cette question : « Nous ne marchandons pas. Nos terres ont été volées et nous restaurons certains de nos droits », a-t-il dit.

Les élections législatives palestiniennes qui se déroulent aujourd'hui sont les deuxièmes depuis la création de l'Autorité palestinienne en 1994.

Elles mettront aux prises le Fatah, parti au pouvoir de l'Autorité palestinienne de M. Abbas, au Hamas.

PROMESSE DE PAIX

Soucieux du bon déroulement du scrutin, environ 25 hommes armés issus de différentes factions ont annoncé hier lors d'une conférence de presse à Gaza leur intention de faire régner le calme lors du scrutin.

Sept groupes ont signé le texte, dont les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa et d'Abou Al-Rich, liées au Fatah au pouvoir, les Brigades Ezzedine Al-Qassam, la branche armée du Hamas, les Brigades Abou Ali Moustapha du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et les comités de résistance populaire.

« Tout le monde s'est mis d'accord pour que le processus électoral se déroule en douceur, de façon honnête afin de créer les fondements d'un partenariat politique », a souligné Abou Obeida, un porte-parole du Hamas.

Abou Adahm, un porte-parole des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa proches du Fatah, a précisé que des militants se réuniraient près des bureaux de vote, mais sans arme ni uniforme. « Nous voulons tous que cette journée soit un succès », a-t-il noté. « Les seuls qui doivent porter des armes sont les responsables en uniforme de la sécurité et nous les soutiendrons ».

Mais, à la veille du scrutin, un des dirigeants du Fatah a été abattu à Naplouse. C'est le second meurtre politique de la campagne. Un millier de personnes ont manifesté devant le principal commissariat de la ville pour dénoncer cet assassinat.

Cette attaque n'est que la dernière d'une longue série de violences ayant entaché la campagne électorale. Des militants liés au Fatah ont ainsi investi des édifices gouvernementaux et menacé les employés électoraux.

À Tulkarem, une quarantaine de militants du Djihad islamique, qui boycotte le scrutin, ont manifesté pour réclamer la libération des prisonniers détenus dans les geôles palestiniennes et appeler les habitants à ne pas voter. La plupart portaient de fausses ceintures d'explosifs.



AP

Les boîtes de bulletins étaient sous bonne garde, hier, avant d'être distribuées dans les 1008 bureaux de votes situés dans les territoires palestiniens. Le nombre de citoyens inscrits sur les listes électorales est estimé à 1,3 million.

« Une occasion historique de faire un pas de géant », dit Ehud Olmert

(AP et AFP) — Le premier ministre israélien par intérim Ehud Olmert a, en termes voilés, mis en garde les Palestiniens contre une éventuelle victoire du Hamas, qui participe pour la première fois aux législatives.

Lors de son premier discours de politique générale, M. Olmert, qui assure le pouvoir depuis l'hospitalisation d'Ariel Sharon le 4 janvier, a affirmé que « les élections d'aujourd'hui sont une occasion historique pour le peuple palestinien de faire un pas de géant vers son objectif qui est de parvenir à l'indépendance nationale ».

« Les Palestiniens devront décider s'ils prennent leur destin en main où s'ils laissent une nouvelle fois les clés aux extrémistes qui les ont condamnés à une vie malheureuse », a-t-il ajouté, en allusion au Hamas.

Selon un sondage publié hier, le Fatah obtiendrait 59 sièges au Conseil législatif palestinien (Parlement) contre 54 pour le Hamas. Les 132 députés du Parlement doivent être élus pour moitié au scrutin majoritaire uninominal dans les circonscriptions et pour moitié à la proportionnelle par listes.

ACCORD PRÉFÉRABLE

Dans son discours, lors d'un colloque à Herzliya, près de Tel-Aviv, M. Olmert, qui est en tête dans les sondages pour remporter les élections israéliennes de mars, a fait valoir qu'il préférait « un accord » avec les Palestiniens « plutôt qu'un nouveau retrait unilatéral », après celui réalisé par Ariel Sharon l'été dernier de la bande de Gaza.

Il a déclaré que l'État hébreu devrait abandonner certaines parties de Cisjordanie pour conserver une majorité juive à l'intérieur de ses frontières, mais qu'il garderait les principaux blocs de colonies et Jérusalem.

Il a souligné qu'il préférait des accords négociés, mais il n'a pas écarté de nouveaux retraits unilatéraux, qualifiant le retrait cet été de la bande de Gaza et d'une partie de la Cisjordanie de « tournant pour l'État d'Israël ». « Les Palestiniens doivent renoncer à une partie de leurs aspirations nationales, comme nous avons renoncé à nos aspirations dans ce domaine », a-t-il dit.

PRISONS SECRÈTES

Les agissements de la CIA étaient connus des Européens

PARIS (AFP) — Les pays européens alliés des États-Unis sont politiquement gênés d'admettre des pratiques secrètes de la CIA en Europe qui, dans le cadre de la lutte antiterroriste, étaient connues et tolérées, estiment experts et analystes.

Enlèvements de suspects, transports dans des avions d'affaires, escales discrètes en bout de piste dans de petits aéroports, transferts dans des pays connus pour pratiquer la torture : l'arsenal de la guerre de l'ombre était employé depuis des années par la centrale américaine, assurent-ils.

Elle bénéficiait de la bienveillance de services amis qui, s'ils n'étaient peut-être pas au courant de tous les détails, ne pouvaient ignorer l'essentiel.

« Tout cela était de notoriété publique dans le monde du renseignement depuis des années. Cela se faisait au su de tout le monde, jusqu'à ce que cela devienne un scandale politique », explique Claude Moniquet, qui dirige à Bruxelles l'European Strategic Intelligence and Security Center.

« Quand c'est dans la presse mondiale, les gouvernements concernés sont bien obligés de se blanchir par rapport à leurs opinions publiques... Politiquement, c'est pas facile », ajoute-t-il.

Remettant hier un rapport au Conseil de l'Europe, le parlementaire suisse Dick Marty, chargé d'enquêter sur de possibles prisons secrètes de la CIA sur le continent, a souligné qu'« il n'est simplement pas vraisemblable que les gouvernements européens, ou du moins leurs services secrets, n'aient pas été au courant » de ces « livraisons ».

Le terme « livraison » désigne le transfert secret d'un suspect arrêté dans un pays vers un lieu où il ne sera pas protégé par les conventions internationales, en particulier celles interdisant la torture.

Évoquant l'utilisation d'avions privés, un ancien membre de la DGSE (renseignements extérieurs français), qui demande à ne pas être identifié, affirme que « tous les services, toutes les armées du monde font la même chose ».

« Vous donnez le nombre de passagers dans le plan de vol, et c'est tout. Il n'y a pas de loi qui leur impose de détailler la liste des passagers. Ces avions ont pu se poser n'importe où, si les plans de vol étaient en règle, il n'y a rien à dire », déclare-t-il.

Eric Denécé, directeur du Centre français de recherche sur le renseignement, assure : « Ces histoires me font sourire... Ce genre de pratique est vieux comme les services... »

« Le fait que la communauté européenne lance un rapport est une opération mort-née : elle ne pourra rien obtenir (...) Sur le droit international comme sur le plan des renseignements, on est dans la norme », selon lui.

La réticence de certains pays et de la plupart des services de renseignement européens à révéler ce qu'ils savent vraiment n'est pas une surprise, estime Claude Moniquet.

« Pour les pays qui ont des services de renseignement offensifs, comme les États-Unis, la France ou la Grande-Bretagne, cela ne cessera pas.

PROJET DE LOI SUR LE LOGEMENT

L'abbé Pierre exhorte Chirac à défendre les mal-logés

PARIS (AFP) — L'abbé Pierre, défenseur des pauvres et fondateur d'Emmaüs, a fustigé hier devant les députés français le projet de loi sur le logement, selon lui incompatible avec « l'honneur de la France », et il a exhorté le président Jacques Chirac à défendre les mal-logés.

« Si je suis là 50 ans après l'époque où j'étais parmi vous les députés (de 1945 à 1951), c'est que sans aucun doute se trouve mis en question l'honneur de la France », a déclaré l'abbé Pierre, personnalité parmi les plus populaires en France.

Pris d'assaut par une multitude de caméras et de micros, à son arrivée à l'Assemblée sur une chaise roulante, l'abbé Pierre, âgé de 93 ans, a prononcé quelques mots d'une voix tremblante dans la salle des pas perdus avant de rejoindre les tribunes du public pour suivre les débats.

« L'honneur, c'est quand le fort s'applique à aider le moins fort », a-t-il poursuivi, rappelant qu'un million de familles mal logées étaient concernées. L'abbé Pierre a lancé un appel au président Jacques Chirac. « Faites pression sur les députés qui ont la tentation de réduire les soutiens qui sont apportés aux petits, faites pression pour que la loi qui oblige à construire 20 % de logements sociaux soit respectée », a-t-il dit.

Des députés UMP (au pouvoir) ont déposé plusieurs amendements qui remettent en cause la législation imposant notamment à certaines communes de construire 20 % de logements sociaux.



ARCHIVES, LE SOLEIL

L'abbé Pierre, âgé de 93 ans, s'est adressé hier aux députés français.

EN BREF

PRÉSIDENCE DE L'UA

Le Congo cette année et le Soudan en 2007

■ KHARTOUM — Les 53 pays de l'Union africaine (UA) ont décidé hier que le Congo assumera en 2006 la présidence de l'organisation, suivi du Soudan en 2007, dénouant la crise née de la candidature controversée du président soudanais, qui menaçait de faire échouer le sommet de Khartoum. Ce compromis aura finalement occupé l'essentiel du sommet, au cours duquel les dirigeants ont également décidé de ne pas extrader en Belgique l'ex-président tchadien Hissène Habré. Le Congolais Denis Sassou Nguesso, 62 ans, un des plus anciens chefs d'État africains, a été désigné par consensus pour succéder au Nigérian Olusegun Obasanjo, président en exercice de l'UA depuis. C'est la persistance du conflit meurtrier dans la région soudanaise du Darfour (ouest), dans lequel son régime est impliqué, qui a empêché le président soudanais Omar el-Béchir d'accéder à la présidence de l'UA cette année. *AFP*

Marche de un million de Cubains contre les É.-U.

■ LA HAVANE — Plus de un million de Cubains ont défilé hier à La Havane devant le président Fidel Castro et sous les fenêtres de la mission diplomatique américaine pour protester contre la politique de Washington contre Cuba. La manifestation était destinée à faire pression sur la justice américaine qui doit statuer sur le sort de l'anticastriste Luis Posada Carriles, accusé par Cuba d'attentats terroristes dont, en 1976, l'explosion en vol d'un avion commercial cubain qui a provoqué la mort des 73 passagers et membres d'équipage. *AFP*

GUANTANAMO

L'armée nie qu'il y aura des exécutions

■ WASHINGTON — L'armée américaine est revenue hier soir sur les déclarations d'un porte-parole selon lesquelles de nouvelles procédures militaires sur la peine de mort rendraient possibles des exécutions à Guantanamo. L'armée affirme que c'est faux et qu'il s'agissait de « spéculation ». Un autre porte-parole de l'armée, Sheldon Smith, avait indiqué plus tôt à l'AFP que « les ennemis combattants pourraient être concernés par une réglementation » sur les exécutions. Le porte-parole de l'armée a précisé qu'une explication plus détaillée de cette procédure et de ses implications serait diffusée ultérieurement. À ce stade, aucun des 10 prisonniers de Guantanamo poursuivis devant des tribunaux militaires d'exception à Guantanamo n'est passible de la peine de mort. Quelque 500 individus sont détenus à Guantanamo, souvent depuis plusieurs années. *AFP*

Le procès de Saddam Hussein encore ajourné

■ BAGDAD — Le procès du président déchu Saddam Hussein qui devait reprendre hier après plus d'un mois d'interruption a été ajourné jusqu'à dimanche. Un des avocats de la défense, Najib Al-Nouaïmi, ancien ministre de la Justice du Qatar, a déclaré à l'AFP que le nouveau juge présidant les débats, Raouf Rachid Abdel Rahmane, « a fait l'objet d'une fouille rigoureuse de la part des Américains en arrivant au tribunal, ce qu'il n'a pas apprécié ». « Il s'est plaint et a demandé pourquoi il devait être fouillé », ce qui a déclenché, selon Me Nouaïmi, une polémique et le report de l'audience. *AFP*

L'EST ET LA CÔTE-NORD

Projet touristique de 15,6 M$ à Gaspé

Des citoyens veulent ranimer le secteur de la pointe, ancien cœur de la ville

GENEVIÈVE GÉLINAS
Collaboration spéciale

■ GASPÉ — Des citoyens de Gaspé veulent ranimer l'ancien centre de la ville en y aménageant un bureau d'accueil touristique, un projet de 15,6 millions $. Ils comptent sur la riche histoire du lieu, en contrebas de l'actuel centre-ville, pour obtenir le statut de site historique national.

Fabien Sinnett, 73 ans, est l'un des derniers résidants nés sur la pointe du vieux Gaspé. Son père y tenait un atelier de cordonnerie. « Ça bougeait beaucoup, tous les commerces étaient là. Le reste de Gaspé, c'était des maisons privées éparpillées ».

M. Sinnett montre des photos de l'emplacement dans les années 20. Sur la pointe, la compagnie Carter vendait son charbon aux bateaux à vapeur accostés au quai, des moulins à scie ronronnaient, la Davis empaquetait du saumon, et les compagnies Robin et Hyman entreposaient leur morue.

Dans les années 70, les bâtiments et les quais ont été démolis pour laisser place à une route à quatre voies, un stationnement et un centre commercial. « C'était l'époque asphalte-ciment. Les gens n'avaient pas conscience qu'on perdait un patrimoine », raconte M. Sinnett, qui estime que Gaspé a perdu un atout précieux pour retenir les touristes. « Tout ce qu'ils voient en arrivant à Gaspé, c'est un MacDonald. C'est regrettable ».

Avec d'autres citoyens de Gaspé, M. Sinnett a fondé l'organisme Berceau du Canada, afin de réaliser un projet touristique sur la pointe du vieux Gaspé, dont les plans sont actuellement présentés à la population.

Ils prévoient retrancher deux voies sur quatre au boulevard et remplacer les feux de circulation pour un carrefour giratoire, histoire de libérer de l'espace au bord de l'eau. Un quai des festivités, des places commémoratives et une promenade seraient aménagés. Un nouveau bâtiment hébergerait notamment le bureau d'information touristique et des expositions. De la pointe, partirait aussi un traversier qui amènerait les touristes du parc Forillon au centre-ville.

« On ne pouvait pas construire un petit parc avec des bancs. Il fallait essayer d'attirer l'attention des touristes et des Canadiens en général », affirme l'architecte paysagiste Claire Filteau.

Berceau du Canada espère faire reconnaître la pointe comme site historique national par le fédéral. « Le jour où on aura cette reconnaissance, Patrimoine Canada devra s'impliquer au plan du financement et de la gestion », juge Mme Filteau. Pour l'obtenir, l'organisme fera valoir les personnages historiques qui ont vécu ou passé par Gaspé, comme Jacques Cartier, l'explorateur de l'Arctique William Wakeham et le pionnier de l'aviation Jacques de Lesseps.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Le Centre Paspébiac-Bonaventure agrandi pour 1,5 M$

GILLES GAGNÉ
Collaboration spéciale

BONAVENTURE — Le ministère de l'Éducation débloque 1,5 million $ pour l'agrandissement et le réaménagement du Centre de formation professionnelle Paspébiac-Bonaventure de la commission scolaire René-Lévesque.

Conçues pour accueillir 80 élèves, les installations de charpenterie-menuiserie et d'électricité de construction de Bonaventure en reçoivent 124 cette année, sans compter des étudiants en formation continue référés par la Commission de la construction du Québec. La commission scolaire doit régulièrement réserver des espaces ailleurs pour répondre à la demande, mais ces locaux sont souvent inadéquats, tout comme ceux de Bonaventure.

Comme cette clientèle ne baissera pas de sitôt, étant donné la pénurie d'ouvriers en province, il convenait de mettre à niveau le complexe.

Le coût total du projet s'élève à 1 570 681 $, en comptant une portion financée par un remboursement partiel de taxe sur les produits et services. La somme vient du budget annuel québécois de 51,9 millions $ prévu en formation professionnelle. « Dès cette semaine, on entame le processus d'appel d'offres (...) Notre contrainte, c'est de réaliser les changements à l'intérieur de l'été », précise Alain Desmeules, directeur de la CS René-Lévesque.

Cinq cents mètres carrés seront ajoutés au Centre de formation professionnelle de Bonaventure. Le taux de placement de ses finissants dépasse 90 %. La bassin de main-d'œuvre gaspésienne constitue une pépinière pour les chantiers du Québec.

Depuis l'automne 2005, les commissions scolaires de la Gaspésie, des Îles-de-la-Madeleine et du Bas-Saint-Laurent collaborent en échangeant certaines options, de façon à les rendre mobiles d'un lieu d'enseignement à un autre. C'est d'ailleurs avec l'objectif d'améliorer la fluidité de ces échanges que les dirigeants de la CS René-Lévesque ont réitéré une demande d'augmentation annuelle de 1 million $ du budget de formation professionnelle dans les deux régions, hier.



COLLABORATION SPÉCIALE CARL THÉRIAULT

Le président d'honneur, Serge J. Pouliot, est entouré de Éric Desaulniers et de Jean-Pierre St-Pierre, directeurs adjoints à l'école Paul-Hubert, dont l'équipe de football profitera des retombées de ce match-bénéfice.

Les Alouettes de Montréal sur patins à Rimouski

■ RIMOUSKI — Treize joueurs de l'équipe de football des Alouettes de Montréal affronteront amicalement, le vendredi 17 février, sur la patinoire du Colisée de Rimouski, une équipe composée de gens d'affaires rimouskois au profit de l'équipe de football Les Selects de l'école secondaire Paul-Hubert de Rimouski et de la Fondation Réussite jeunesse parrainée par les Alouettes. La rencontre avec les joueurs, des tirages et de l'animation marqueront ce match entre 17 h et 20 h. « C'est une chance de pouvoir rencontrer les joueurs des Alouettes, surtout qu'il y a aussi un engouement pour le football dans notre région », a souligné le président d'honneur, Serge Junior Pouliot. Les billets sont en vente à 8 $ (adultes) et 5 $ (étudiants) notamment à l'école Paul-Hubert (724-3439, poste 2010), à la Cage aux Sports et à la billetterie de l'Océanic au Colisée. ***Carl Thériault (collaboration spéciale)***

1711846

Merci METRO
Commanditaire majeur du Carnaval



M. Serge Boulanger, vice-président marketing chez METRO et **M. Jean Fournier**, président de la 52e édition du Carnaval de Québec M. Christie invitent les carnavaleux à visiter la Tente METRO. Dans une ambiance chaleureuse et animée, les visiteurs pourront y casser la croûte et découvrir un monde de saveurs.

Carnaval de Québec
M. Christie

Le Carnaval surprend!
Du 27 janvier au 12 février 2006

LE SOLEIL

www.carnaval.qc.ca

1707420

FOURNITURES DE BUREAU Denis
Le plus grand choix de mobilier de bureau... Garanti !



POSTE DE TRAVAIL EXÉCUTIF COMPLET
• Disponible en chêne ombragé
• Dimension totale : 72"L x 102"P x 72"H
SEULEMENT 1869,99
Fauteuil et accessoires vendus séparément.
Peut être vendu séparément.

FAUTEUIL ERGONOMIQUE
• Disponible en agencement de cuir et tissu noir
• Mécanisme à basculement aux genoux
SEULEMENT 249,99 Rég.: 399,99
RABAIS DE 150 $

LIVRAISON GRATUITE*

17 MAGASINS ET SALLES DE MONTRE
LES VRAIS EXPERTS DU BUREAU
1415, BOUL. CHAREST OUEST
QUÉBEC 682-3113

OFFRE EN VIGUEUR JUSQU'AU 31 JANVIER 2006 OU JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS. AUCUNE COMMANDE NE SERA DIFFÉRÉE. *TERRITOIRES LIMITÉS.

POUR COMMANDER EN LIGNE www.Denis.ca

1711827

VENTE PRÉ-INVENTAIRE
en magasin ou en ligne
Jusqu'à 50 % de rabais dans tous nos départements
LATULIPPE
637, de St-Vallier Ouest, Québec, 418-529-0024, www.latulippe.com
Les escomptes sont en vigueur sur la marchandise sélectionnée à prix régulier. VALIDE JUSQU'AU 31 JANVIER 2006 ou jusqu'à épuisement des stocks.

ÉDITORIAL

Président et Éditeur ANDRÉ PROVENCHER
Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR
Directeur de l'éditorial PIERRE-PAUL NOREAU
Directeur de l'information FRANÇOIS BOURQUE

Faire l'autruche



Jean-Marc Salvet
JMSalvet@lesoleil.com

Gilles Duceppe peut bien souligner que le Bloc québécois demeure le premier parti politique fédéral au Québec. Mais il joue à l'autruche. Lundi, son parti a recueilli moins de votes et a fait élire moins de députés qu'en juin 2004. Les souverainistes feraient mieux de reconnaître qu'ils ont perdu la fameuse « première période ». Le nier, c'est se bercer d'illusions.

Pendant la course à la direction du PQ, les candidats à la succession de Bernard Landry avaient présenté le scrutin fédéral comme la première étape d'une marche devant conduire à la souveraineté — la deuxième devant se jouer lors des élections québécoises et la troisième étant le référendum.

Dans cette logique, la campagne fédérale était censée servir de tremplin. L'élan ne s'est pas concrétisé.

Ce que le PQ et le Bloc viennent de découvrir, c'est que l'eau de la piscine n'est pas aussi profonde qu'ils l'espéraient. Il a suffi que Stephen Harper promette de régler le déséquilibre fiscal et de pratiquer un « fédéralisme d'ouverture » — sans fournir le moindre détail — pour qu'un quart des Québécois se tournent vers les conservateurs.

Le PQ et le Bloc sont pris entre deux feux. Ils veulent mettre fin au déséquilibre fiscal. C'est cependant leur principal argument qui disparaîtrait si ce litige se réglait. Mais attention, si le vote souverainiste s'est contracté, il pourrait se regonfler à la faveur d'une énième impasse ! Le camp souverainiste n'est pas moribond, contrairement à ce que plusieurs suggèrent.

Le premier ministre, Jean Charest, peut espérer une oreille attentive des conservateurs. Il peut entrevoir des jours meilleurs pour son gouvernement. Mais de là à en tirer une quelconque conclusion pour les prochaines élections québécoises, il y a un pas que tout le monde devrait s'abstenir de franchir. (Qui, de toute façon, pourrait s'avancer sur le résultat d'un scrutin qui n'aura pas lieu avant l'an prochain alors que personne, la semaine dernière encore, n'était capable de prédire l'élection de 10 députés conservateurs au Québec ?)

Ce qui est sûr, c'est que Jean Charest et Stephen Harper voudront se donner les moyens de gagner la seconde période, celle du rendez-vous électoral québécois. Ils éviteront de dire ou de poser un geste qui puisse nuire à l'autre au cours des prochains mois.

Mais le premier ministre québécois devra finir par chiffrer l'ampleur du déséquilibre fiscal. C'est là que la partie se corsera. Depuis qu'il a repris cette balle au bond, il doit bien avoir une petite idée là-dessus. De son côté, le nouveau chef du gouvernement canadien devra préciser de quelle façon il entend régler ce dossier.

Jean Charest et Stephen Harper auront également de la difficulté à accorder leurs violons sur d'autres questions, celles de la TPS et des services de garde, par exemple. La situation générale leur est favorable, mais leur volonté sera mise à rude épreuve. Elle devra être sans faille s'ils veulent réussir.

Rattrapage



Brigitte Breton
BBreton@lesoleil.com

Ces derniers mois, les grands constructeurs nord-américains d'automobiles ont annoncé des mises à pied massives. Ils perdent du terrain sur leur propre territoire. La situation est renversante. Pourquoi ces géants d'hier éprouvent-ils tant de mal à dépasser, voire, à suivre le trafic ?

General Motors, Ford, Chrysler ne sont pourtant pas de petites entreprises naissantes incapables de prévoir et de dicter des tendances à tous les consommateurs du monde. En plus de leur vaste expérience, elles disposent d'énormes moyens financiers pour embaucher les meilleurs designers, ingénieurs, analystes, administrateurs et publicitaires. Comment peuvent-elles passer ainsi à côté de leur cible et laisser les constructeurs asiatiques et européens gruger leur part de marché ?

Les ennuis des fabricants américains ne peuvent s'expliquer uniquement par le coût plus élevé de leur main-d'œuvre par rapport à leurs concurrents. Même si le coût de production de la Crown Victoria était moindre pour Ford, les consommateurs ne se précipiteraient pas en masse pour faire l'acquisition de ce type de voiture. Elle ne correspond plus à ce que recherchent aujourd'hui les automobilistes. C'est d'ailleurs cette difficulté (peut-être même cette incapacité) à cerner les goûts et les besoins des consommateurs qui explique les reculs de l'industrie automobile au Canada et aux États-Unis.

Les GM et Ford se comportent comme si les Nord-Américains étaient toujours fidèles à leurs marques, quoi qu'ils placent chez les concessionnaires. Comme si acheter une voiture était un geste patriotique. Or, il y a longtemps que ce facteur a été détrôné. Il ne suffit plus qu'un produit soit américain ou canadien. Tant mieux si des emplois sont créés ici, mais les automobilistes veulent aussi un véhicule dont le style leur plaît, à la mécanique fiable, et, depuis la hausse du prix de l'essence, moins énergivore. Bien peu de produits GM et Ford répondent à ces critères. D'où la popularité de Toyota, qui, selon des experts, pourrait en 2006 dépasser GM comme premier fabricant automobile du monde.

Même si les suppressions de postes rassurent les actionnaires, il faudra plus pour garantir un meilleur avenir aux constructeurs nord-américains. En 2002, Ford avait aussi fermé cinq usines et rayé 35 000 emplois. C'est un plan similaire qu'elle a présenté lundi. L'entreprise procédera aussi à des investissements pour développer des véhicules hybrides, dont la demande est en hausse à cause des préoccupations environnementales et des économies d'énergie recherchées. Mais cela, d'autres fabricants, dont Toyota, l'ont déjà compris. Des modèles roulent déjà sur les routes. Encore une fois, Ford a du rattrapage à faire.



CARREFOUR DES LECTEURS

LES ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Scandales, érosion du pouvoir...

Comment expliquer cette humiliante défaite des libéraux au scrutin du 23 janvier ? Les scandales, l'érosion du pouvoir, certes. Mais surtout l'incroyable arrogance de ces prétendus « leaders » qui se sont moqués allègrement des valeurs du respect de la vie, valeurs chères à la majorité des électeurs. Ces grands stratèges ont préféré défendre l'avortement et le mariage homosexuel, beau programme politique ! Grand bien leur fasse ! Ils se sont laissé conduire par leur insatiable soif du pouvoir pour séduire une minorité en faisant fi des valeurs du plus grand nombre.

Car il ne faut pas se le cacher, les valeurs du respect de la vie demeurent primordiales pour l'ensemble des Canadiens. Chrétiens, juifs et musulmans forment plus de 90% de la population au Canada. Or pour gagner des élections et mériter une majorité, il semble indiqué de respecter les principes et les valeurs de ladite majorité: élémentaire, cours de démocratie 101. La suffisance et l'incurie des libéraux leur ont mérité une cuisante défaite. Ils n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes.

Pierre Deschênes
Saint-Jean-Port-Joli

Piètre stratégie

Les stratégies électorales font pitié. On s'empresse de renverser un parti proche de ses idées politiques pour donner la chance au parti le plus éloigné (de ces mêmes idées) de prendre le pouvoir. Un tiers parti comme le NPD se tire dans le pied en crachant sur l'allié qui lui permettait de participer au pouvoir. Le Bloc, de son côté, aurait dû laisser aux libéraux encore plus de corde pour se pendre, plutôt que de procurer au Canada une nouvelle lune de miel avec un parti qui fera contrepoids aux excès des libéraux.

Si ces deux tiers partis avaient montré un peu plus de patience, ils auraient pu participer à un gouvernement de coalition avec une majorité absolue et empêcher les conservateurs qu'ils détestent politiquement de prendre le pouvoir, même avec le plus grand nombre de députés. Un gouvernement de coalition aurait pu être préférable.

Jean Lachance
Québec

Me faire regretter mon vote ?

(À Stephen Harper)

Bien que fortement nationaliste - québécoise s'entend -, j'ai décidé à l'occasion de cette élection (ultime chance accordée au fédéralisme canadien... ?) d'appuyer les troupes du Parti conservateur. Je salue donc sincèrement la victoire de M. Stephen Harper. Il faut bien admettre, au reste, que celui-ci ne l'a pas volée.

Cela dit, dans son long discours d'« intronisation » à ses nouvelles fonctions, à la fin de la soirée électorale du 23 janvier, discours d'ailleurs hautement symbolique et au retentissement certain (y compris à l'échelle internationale), j'évalue que le nouveau premier ministre élu du Canada a consacré tout au plus 10 ou 12 % de son temps d'intervention à l'expression de son message dans l'une des deux langues officielles de ce pays. On sait laquelle.

Je constate donc d'entrée de jeu qu'il y aurait pour vous, monsieur, une langue de huit à dix fois plus... officielle que The other One.

Question : M. Harper, n'estimez-vous pas que c'est bien rapide pour me faire regretter ma décision ? « Pour du changement », disiez-vous... ?

Jolière Gauthier
Québec

Plus utile que jamais

Au cours des dernières semaines, de nombreuses voix se sont élevées au Québec pour affirmer que le Bloc québécois était un parti inutile puisqu'il lui est impossible de prendre le pouvoir. Les résultats de l'élection du 23 janvier 2006 démentent clairement ce point de vue. En effet, n'eut été la présence du Bloc, il y a fort à parier que la grogne des électeurs québécois à l'égard des libéraux se serait exprimée par l'élection d'un nombre beaucoup plus important de députés conservateurs.

Il est en effet facile d'imaginer que la vague bleue au Québec aurait fourni à Stephen Harper le nombre de députés lui permettant d'avoir un gouvernement majoritaire. Compte tenu des positions des conservateurs sur, notamment, Kyoto, l'Irak, les garderies et les droits des minorités, ce scénario aurait été catastrophique pour le Québec et pour le Canada. Dans le contexte où les libéraux étaient indignes de gouverner le pays, les Québécois et les Canadiens peuvent remercier le Bloc. En limitant les conservateurs à un gouvernement minoritaire qui devra adoucir ses positions extrémistes, le Bloc québécois a, une fois de plus, prouvé son utilité.

André Morency
Québec

J'ai gagné sur tous les plans...

D'abord au niveau fédéral. Les libéraux sont sanctionnés pour avoir détourné tant de fonds publics, ce qui me réjouit.

J'ai aussi gagné au provincial : le Bloc, avec ses positions sociales et souverainistes maintient sa présence forte au Québec et nous offre la balance du pouvoir : les conservateurs devront composer avec nos valeurs. Gagné aussi dans ma circonscription, parce que le Bbloc est présent dans Taschereau.

Mais de toutes les victoires, c'est celle de Québec qui me fascine. En effet, de toutes les grandes villes canadiennes, seule Québec a su se positionner aussi fortement du côté du pouvoir. Ses chances d'être écoutée sont élevées. Elle pourra avoir sa part du gâteau et envisager un tramway, qui se rendra peut-être jusqu'à l'aéroport de Québec, tout en étant accompagné d'investissements permettant d'aménager adéquatement la baie de Beauport et de revitaliser le quartier Montmorency jusqu'à la chute (où se rendra peut-être un tramway bordé d'une piste cyclable et d'arbres… faut aussi rêver !). Des projets un peu gros, mais qui mériteraient d'être réalisés ou en voie de réalisation pour les Fêtes du 400e…

J'ai enfin gagné parce que je suis de ceux qui sont convaincus que les enjeux prioritaires sont désormais d'ordre environnemental. J'ai donc pu me permettre, en plus de tout ça, de verser 1,75 $ dans les coffres du Parti vert !

Martin Maltais
Québec

Le seul indépendant

De nos jours, il est rarissime, qu'un candidat indépendant sorte vainqueur d'un scrutin électoral fédéral. Les élus sont généralement soumis aux règles strictes des partis politiques qui leur procurent le financement, l'organisation électorale, en s'assurant que les personnes choisies suivront la ligne du parti et voteront à main levée, selon les directives de leur formation, qu'importe leurs convictions personnelles où celles de la majorité de leurs électeurs.



PC

Stephen Harper

En conséquence, la victoire électorale d'André Arthur dans de Portneuf-Jacques-Cartier est exceptionnelle. Il a été le seul candidat indépendant élu, parmi plus de 1000 aspirants dans les 308 circonscriptions électorales canadiennes. Le « roi Arthur » n'a pas abdiqué son droit de parole, devant les bonzes des partis politiques. Nul doute, sa présence à la Chambre des communes à Ottawa attirera l'attention des médias « coast to coast ».

Cette attention ne lui déplaira pas. Car, à l'Assemblée législative, il bénéficiera de l'immunité parlementaire, un atout précieux qui lui faisait défaut sur les ondes radiophoniques à Québec où il tentait des démasquer les combines politiques.

Alain Belleville
Québec

Les deux solitudes

Plusieurs journalistes de Montréal font les gorges chaudes sur la vague bleue, sans oublier André Arthur, qui vient de déferler sur la région de Québec. La moquerie condescendante, chez eux, est de mise sur ces villageois retardés de Québec... À celle-ci, la réponse la plus savoureuse est venue d'un Beauceron qui affirma que le plus étrange était la position des gens de Montréal qui avaient dit non au changement.

La rivalité Montréal-Québec est toujours bien là. Si j'étais bloquiste, je serais plutôt inquiet pour la suite des choses...

Michel Lebel
Entrelacs

▸ Écrivez-nous !

Vous voulez réagir à une question d'actualité, exposer votre point de vue, commenter un débat public, faire part d'une réflexion ou témoigner d'une expérience personnelle ?
Écrivez-nous à **opinion@lesoleil.com**

Adresse postale :
Carrefour des lecteurs
Journal LE SOLEIL
410, boulevard Charest Est, C.P. 1547
Succ. Terminus, Québec (Québec) G1K 7J6
Ces missives devront être courtes et accompagnées du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de leur signataire. Nous nous réservons le droit de réviser et d'abréger ces lettres au besoin.

OPINIONS

ANALYSES



ARCHIVES LE SOLEIL

Le conservatisme de Stephen Harper s'appuie sur des valeurs plus traditionnelles, fidèle, du moins jusqu'à maintenant, à sa région d'appartenance et au Parti réformiste qui l'a mis au monde.

Stephen Harper n'est pas Brian Mulroney

Benoît Bouchard

L'auteur a été ministre dans le gouvernement de Brian Mulroney

Le gouvernement conservateur minoritaire élu lundi soir est une copie presque conforme du gouvernement minoritaire conservateur de John Diefenbaker, élu en juin 1957 ; une majorité de quelques sièges nationalement avec huit députés élus au Québec. Après un an au pouvoir, l'élection de 1958 lui donnait une majorité confortable au Canada avec 50 représentants au Québec. M. Harper devra cependant se souvenir qu'il a fallu plus de 20 ans avant la nouvelle vague bleue, celle de 1984.

J'en faisais partie avec 58 collègues élus au Québec. Il fallait Brian Mulroney pour me convaincre d'aller défendre le « beau risque » à Ottawa. Membre de toutes les équipes ministérielles, j'ai vécu des moments historiques comme le traité de libre-échange, mais aussi d'amères déceptions, voire désillusions, comme la mort de l'Entente du lac Meech. Comme la très grande majorité de mes collègues conservateurs, je suis resté fidèle à Mulroney parce qu'il avait respecté ses engagements. Nous sommes repartis d'Ottawa sans que le Québec ait retrouvé sa place dans la fédération canadienne ; un retour officiel qui devait se faire, rappelez-vous, « dans l'honneur et l'enthousiasme ».



Benoît Bouchard

Aujourd'hui, les comparaisons entre Harper et Mulroney deviennent pertinentes. Les différences sont cependant plus nombreuses et plus importantes ; parce que les personnalités sont différentes ; parce que le profil politique est différent ; parce que le débat lui-même ne porte plus sur des projets politiques communs impliquant le Québec ou non, mais sur des dizaines de milliards de dollars promis et emballés au goût du client où le sourire du vendeur joue un rôle déterminant ; seule la livraison n'est pas garantie.

Il y a bien sûr certaines similitudes. Le besoin de changement était aussi évident en 1984 qu'en 2006. D'autre part, l'image d'un gouvernement Trudeau, qui a mal vieilli, était comparable à celle ternie du parti de Paul Martin. La moralité douteuse persistait autant en 1984 qu'en 2006 sans qu'on ose demander à un juge d'en déterminer la gravité. Enfin, John Turner paya malgré lui pour toute l'agressivité, voire la rancune, accumulées contre P.E. Trudeau ; après deux ans et deux mois, Paul Martin traîne encore l'héritage empoisonné de son prédécesseur.

Il ne faut pas pousser plus loin les points de convergence.

Stephen Harper n'est pas Brian Mulroney. Les deux sont des conservateurs. Mais le conservatisme de Mulroney était plus au centre, modelé par son appartenance québécoise et par son biculturalisme qui allait bien au-delà d'une langue parlée. Le conservatisme de Stephen Harper s'appuie sur des valeurs plus traditionnelles, fidèle, du moins jusqu'à maintenant, à sa région d'appartenance et au Parti réformiste qui l'a mis au monde.

Mulroney provoquait l'enthousiasme autant pour lui que contre lui. Harper propose une approche plus rationnelle, moins contestée, mais moins rassembleuse.

La carte politique est différente. Le Bloc québécois, qui n'existait pas en 1984, a privé lundi le Parti conservateur d'un gouvernement majoritaire. Depuis 13 ans, cette présence québécoise exclusive et imposante a constamment influencé la dynamique gouvernementale. Mulroney avait accaparé le vote nationaliste. Harper n'a pu, du moins cette fois-ci, se l'approprier. C'est la première tâche qui l'attend au Québec.

Finalement, il est évident que les deux époques sont différentes. Nous sommes devenus orphelins des projets politiques mobilisateurs tels que proposés par Mulroney en 1984. Le Canada est devenu une immense foire où chaque province et région peuvent commander ce qu'elles désirent et espérer l'obtenir, surtout si elles peuvent compter sur un puissant groupe de pression ; les milliards $ requis ne sont plus un problème... du moins jusqu'après l'élection.

Le gouvernement Harper minoritaire sera-t-il capable de satisfaire l'électorat canadien profondément divisé ? Son gouvernement, où les représentants de Montréal, Toronto et Vanvouver seront absents, appartiendra-t-il à tous les Canadiens ? Une chose est évidente. Vous n'attendrez pas quatre ans pour juger des réponses.

La percée conservatrice ne reflète pas une remontée fédéraliste au Québec

Louis Bernard

Consultant, l'auteur était secrétaire général du Conseil exécutif à l'époque où le premier ministre René Lévesque a pris le « beau risque ».

Ne serait-ce que pour évaluer le chemin parcouru, il est intéressant de faire un parallèle entre le résultat des récentes élections et de celles de 1984 à la suite desquelles, pour la dernière fois, les conservateurs ont accédé au pouvoir à Ottawa.

On se rappellera qu'à la suite de la promesse de Brian Mulroney de faire en sorte que le Québec puisse réintégrer le giron constitutionnel canadien « dans l'honneur et l'enthousiasme », René Lévesque avait accordé l'appui du PQ aux conservateurs. Ceux-ci ont alors écrasé les libéraux au Québec, avec 58 sièges contre 17, comme dans le reste du Canada.



Louis Bernard

Évidemment, la différence avec aujourd'hui saute aux yeux : c'est la présence du Bloc québécois, fondé à la suite de l'échec de l'Accord du lac Meech, et devenu le parti qui, depuis 12 ans, domine la représentation québécoise aux Communes. Malgré l'espoir déçu d'une victoire qui aurait été sans précédent, les résultats de lundi ont confirmé cette domination.

Car même si les commentateurs ont fait grand cas de la percée conservatrice au Québec, surtout parce qu'elle était inattendue, il faut souligner que cette percée ne reflète aucune remontée fédéraliste au Québec. En effet, le total combiné des votes libéraux et conservateurs dépasse à peine celui des élections de 2004, où il était de 42,7 %, et il est inférieur à celui des élections de 2000 (49,8 %) et de 1997 (58,9 %). Cette percée est d'ailleurs presque exclusivement concentrée dans la région immédiate de Québec, ce qui limite sa portée nationale et peut la rendre aléatoire à long terme.

Voyons donc les principales conséquences de cette situation à trois points de vue : celui de l'action gouvernementale, celui des relations fédérales-provinciales et celui du débat sur la souveraineté du Québec.

L'ACTION GOUVERNEMENTALE

Les Québécois seront surpris par le programme d'action du gouvernement conservateur, si son statut minoritaire lui permet de le mettre en œuvre, car ils auront souvent peine à s'y reconnaître. Cela sera notable dans presque tous les domaines de compétence fédérale : le mariage, les drogues, la délinquance juvénile, les armes à feu, les brevets, l'environnement et la mise en œuvre du Protocole de Kyoto, les dépenses militaires, les relations internationales et, en particulier, celles avec les États-Unis.

Le Bloc québécois aura donc de multiples occasions de défendre les aspirations et les valeurs québécoises et, ainsi, de faire mieux comprendre pourquoi la nation québécoise ne peut pas confier à d'autres la gestion d'une partie importante de ses affaires publiques.

LES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

Les conservateurs voudront sûrement faire un effort pour revaloriser le fédéralisme canadien auprès des Québécois en se disant plus respectueux des compétences exclusives des provinces et se montrant désireux de régler le déséquilibre fiscal et d'améliorer la péréquation. Leur succès cependant sera fort limité en raison de la prédominance, ailleurs au Canada, des forces montantes du nationalisme canadien, du *nation building*, qui favorisent une centralisation toujours plus grande des pouvoirs entre les mains du gouvernement « national » du Canada anglais.

Même les fédéralistes québécois seront déçus. Ceux-ci, en effet, ont une conception du fédéralisme qui ne correspond pas à celle du reste du Canada. Conscients de cette différence, ils souhaiteraient l'avènement d'un fédéralisme asymétrique — ce que rejettent les autres provinces. Il ne saurait donc être question, sous le nouveau gouvernement conservateur, ni d'un nouveau Meech, ni même des « revendications traditionnelles » du Québec. Le Québec restera une province comme les autres.

LE DÉBAT DE LA SOUVERAINETÉ

Il y aura, par contre, un changement significatif dans le débat sur la souveraineté du Québec : les défenseurs les plus importants du fédéralisme canadien ne seront plus des francophones du Québec, mais des anglophones du reste du Canada. Au lieu d'être un débat interne entre Québécois, cela deviendra, pour une large part, un débat entre Québécois et Canadiens. On verra graduellement toute l'importance d'un tel changement.

On peut également présumer que le camp fédéraliste se montrera moins amoral et plus respectueux des exigences de la démocratie. Armé du rapport Gomery et des prochains rapports sur Option Canada, le Bloc québécois sera bien placé pour forcer le nouveau gouvernement à se différencier à cet égard de ses prédécesseurs. On peut donc espérer que les fonds secrets et le réseau des « petits amis » disparaîtront et que le gouvernement fédéral s'engagera à respecter les lois référendaires québécoises, dont le caractère hautement démocratique a été reconnu par les tribunaux, ce qui serait un gain majeur pour la démocratie.

Tout cela pour dire que les changements qu'apportera l'avènement d'un gouvernement conservateur minoritaire ne seront pas de nature à résoudre le problème fondamental de la place du Québec dans le fédéralisme canadien. Les acteurs ont changé, mais, pour l'avenir immédiat, la conjoncture politique canadienne reste bloquée.

COMMENTAIRE

Le problème de la Davie est avant tout interne

Jacques Vandersleyen

L'auteur est consultant ferroviaire. Il habite Lévis.

On se demande si la survie de ce malade en phase terminale fait partie des préoccupations de nos dirigeants ? Il est néanmoins une chose qui fait l'unanimité quant à la Davie et ce, toutes tendances confondues, c'est que sa survie passait par une diversification de sa production.

Intéressé par les questions d'intermodalité mer-fer depuis de nombreuses années, j'ai eu la chance de visiter de nombreux ateliers, autrefois moribonds, mais qui ont su garder le cap et assurer leur survie sans être obligés de liquider leurs actifs. La plupart, comme la Davie, étaient équipés de matériel de pointe, d'excellents outillages et des techniciens qualifiés pour les faire fonctionner, mais ils étaient surtout animés par une direction faisant preuve de volonté et d'initiative. Une direction capable de diversifier sa production afin de combler les creux de la production maritime et d'attendre les jours meilleurs ! Réussir là où la Davie a échoué, voilà le bilan de sa direction. Alors oui, les chefs de parti vont aux Méchins, voir cette « madame » qui au dire d'un porte-parole du chantier est « spécialisée dans la fabrication de chaloupes ». Ne vaut-il pas mieux fabriquer des barquettes que d'essayer de réparer des trous dans les coques ?

Invité, à l'initiative d'Antoine Dubé, ex-député, à présenter projet de diversification valable pour la région, je me suis vu qualifier un projet de wagonnage de « boîte remplie de cure-dents » et ce, par un de ces quelconques ingénieurs dont ce type de chantier regorge à foison. Ma conclusion est qu'il vaut mieux une boîte remplie de cure-dents qu'un boîte désespérément vide ; ce qui semblait être la marque de commerce de la Davie. Pourtant, il n'y a pas si longtemps, la production de wagon-citerne fut une de ses activités et aurait même pu être l'amorce d'un créneau salvateur.

Nous aurons compris que d'expliquer une initiative de relance à des gens résolument fermés était une perte de temps. Peut-être aurions-nous cru que convaincre les responsables syndicaux était une approche privilégiée pour soumettre ce genre d'initiative, mais il leur était plus facile de quitter la salle de réunion plutôt qu'écouter ce que les autres ont à dire, tout comme de se réchauffer en brûlant des conventions collectives jugées unilatéralement inacceptables. Quelle belle démonstration d'obscurantisme.



ARCHIVES LE SOLEIL, PATRICE LAROCHE

La Davie

S'il est vrai que la plupart des armateurs cherchent à renouveler leur flotte, ils ne sont pas non plus obligés de payer leurs futures acquisitions à n'importe quel prix ! Encore, faut-il qu'ils puissent obtenir réponse à leur appel d'offres : une procédure parfaitement inconnue de la direction de la Davie. À la demande du chantier naval du Groupe Chanimetal, intéressé par la production de barge pour la navigation fluviale, j'ai osé espérer inviter la Davie à soumissionner sur un projet d'envergure ! Quel manque de clairvoyance de ma part ! On n'a répondu à aucun appel téléphonique, aucun courriel et cela malgré de nombreuses tentatives ! Même le député d'alors, Christian Jobin, à qui j'avais demandé une aide, n'eut pas plus de chance ! Le désert de la communication dans toute son horreur.

Ce qu'il aurait fallu à la Davie pour assurer sa survie, c'est une équipe de direction dynamique capable de percer les enjeux futurs, animée d'une volonté de rechercher les marchés ailleurs que dans les girons gouvernementaux. Une équipe commerciale qui aurait soumissionné les projets de la raffinerie Ultramar, plutôt que de geindre de les avoir manqués. Une équipe qui aurait pu développer une expertise d'intervention pointue ; proposer des constructions modulaires ; des projets sous-mariniers d'avant-garde plutôt que de laisser David Collenette régler un accord douteux avec ses compatriotes (sous-marins et voitures Renaissance). Sans doute, bon nombre de clients potentiels auront vainement tenté de joindre quelqu'un, à l'intérieur de ce « machin », où dormir sur le gaz semblait être la préoccupation majeure !

Que de fois n'avons-nous vu des annonces de contrats mirobolants aboutir aux oubliettes ? A-t-on pris un jour la peine d'analyser réellement le pourquoi de ces échecs, plutôt que de tenter de rejeter la responsabilité sur autrui ? Le problème de la Davie ne vient pas du travailleur compétent, motivé et courageux, pas plus que d'un manque d'appel d'offres en tout genre, ni d'un éventuel soutien des gouvernements quant à cautionner des projets futurs. Le problème de la Davie est avant tout interne et il n'y avait pas de cure possible sans une nouvelle approche managériale.

Et enfin, revendre la Davie : même pour une piastre symbolique ? N'avons-nous pas dépensé en consultance un pactole considérable pour un tel résultat ?

1711463

vroom-vroom

PLAISIRS DIVERS.



Mazda3 GT avec Groupe GFX illustrée

mazda 3 GT 2006

Moteur de 2,3 L à DACT et 16 soupapes • Roues de 16 po en alliage • Freins antiblocage avec système de répartition de freinage électronique • Climatiseur avec filtre à air micrométrique • Commandes de régulateur de vitesse et de système audio montées sur le volant • Embout d'échappement avec garniture sport • Télédéverrouillage à double action (2 télécommandes) • Antidémarreur et système d'alarme

À PARTIR DE

2,9%

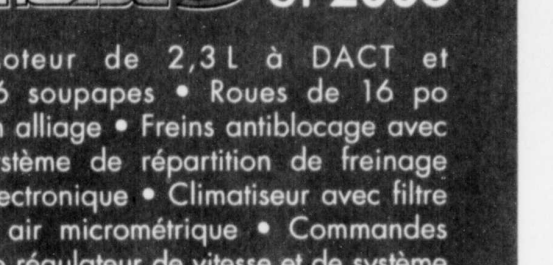
DE FINANCEMENT À L'ACHAT†

Les Mazda3
Les plus vendues au Québec
depuis 2 ans*

PREMIÈRE DE CLASSE DE SA CATÉGORIE
Pour une 2e année consécutive
Le Guide de l'auto 2006

GAGNANTE
de plus de 100 prix internationaux.

« Par son comportement routier, il privilégie ceux qui aiment les sensations de conduite. »
Le Guide de l'auto 2006



Mazda3 GX illustrée

mazda 3 GX 2006

LOUEZ À PARTIR DE
199$
PAR MOIS, POUR **60 MOIS***
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 2 395 $

0$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

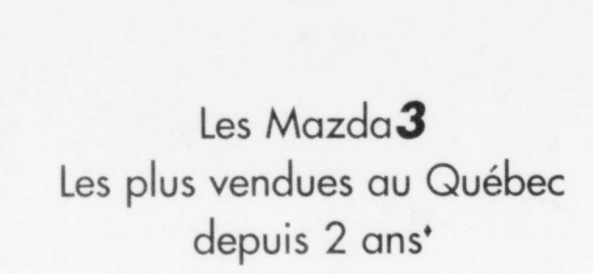


Mazda6 GS 4 cyl. illustrée

mazda 6 GS 4 cyl. 2006

LOUEZ À PARTIR DE
278$
PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 2 395 $

0$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ



Mazda Tribute GX 4 cyl. avec Groupe commodités illustré

MAZDA TRIBUTE GX 4 cyl. 2006

LOUEZ À PARTIR DE
259$
PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 1995 $

0$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

mazda
www.mazda.ca

Vous trouverez beaucoup *plus* chez vos concessionnaires Mazda du Québec.

PRÊT À ROULER INSPECTION EN 52 POINTS À LA LIVRAISON • PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE • GARANTIE LEADERSHIP MAZDA • RENSEIGNEZ-VOUS SUR NOTRE REMARQUABLE GARANTIE COMPLÈTE

†2,9 % de financement à l'achat jusqu'à 24 mois sur les Mazda3 2006 neuves. Financement à l'achat consenti par la Banque Scotia. Sur approbation du crédit. *Offres portant uniquement sur la location au détail des Mazda3 GX (D4XS56AA00), des Mazda6 GS 4 cyl. (G4SD56AA00) et des Mazda Tribute GX 4 cyl. (W5XD56AA00) 2006 neufs de base. Comptant initial ou échange équivalent et premier versement mensuel exigés. Aucun dépôt de sécurité requis. Sur approbation du crédit. Limite de 20 000 km par année. Frais de 8¢ le km additionnel à la fin du terme. Location avec limite de 25 000 km par année disponible. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription ou RDPRM en sus. *Rapports de l'AIAMC 2004-2005. Les modèles illustrés le sont à titre indicatif seulement en ce qu'ils peuvent comporter des équipements optionnels non-inclus dans les prix mentionnés. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Un échange peut être nécessaire entre concessionnaires. Les concessionnaires peuvent louer à prix inférieur. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 16 janvier 2006.

PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS